La main-d'oeuvre et l'emploi

au Québec et dans ses régions

87-00278/

La main-d'oeuvre et l'emploi

au Québec et dans ses régions

BILAN

1985

La main-d'oeuvre et l'emploi

au Québec et dans ses régions

BILAN

1985

Québec

Cette publication a été produite par
la Direction générale des publications
gouvernementales

© Gouvernement du Québec
Dépôt légal -- 2e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-8714-7

AVANT-PROPOS

La Direction de la recherche du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est heureuse de mettre, pour une seconde année, à la disposition des ministères et organismes gouvernementaux, des partenaires socio-économiques et du public en général une revue annuelle des principaux événements survenus sur le marché du travail au Québec et dans ses régions.

Cette année, pour diverses raisons, nous nous sommes limités strictement à la présentation d'un bilan. Ce bilan décrit le comportement des principaux indicateurs du marché du travail dans ses dimensions sectorielles et régionales en faisant ressortir les caractéristiques de leur évolution.

Nous avons volontairement omis cette année la section Perspectives sur les prévisions sectorielles et régionales de l'emploi, car elles feront l'objet d'une publication à part vendue prochainement à l'Editeur officiel. Il en est de même des sections portant sur l'Etat du marché du travail par profession à court terme et à plus long terme publiés à part, sous le titre "Surplus et pénuries de main-d'oeuvre pour 1986" déjà en vente chez l'Editeur officiel, alors que celle pour 1987 et "Modèle québécois de prévision des professions, horizon 1993" seront publiées dans quelques mois.

Ce bilan annuel apporte un éclairage aux divers intervenants sur le marché du travail et sera sans doute utile à la prise de décision.

Monique Frappier-DesRochers
Directrice de la Recherche
Février 1986

EQUIPE DE REALISATION

Ce document est réalisé par des membres du Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle, sous la supervision de Smaïl Bouikni, chef du Service. La coordination et la rédaction ont été réalisées par un comité de travail composé de Jules Bergeron et Dang-Phuoc Nguyen (responsable).

L'analyse régionale a été effectuée par les économistes du Service postés en région:

Louis-Mari Rouleau,	Bas St-Laurent-Gaspésie
Gilles Gauthier,	Saguenay-Lac St-Jean
Sylvain Mélançon,	Québec
Jules Bergeron,	Mauricie-Bois-Francs
Serge Paré,	Estrie
Yves Larocque,	Montérégie
Michel Charron,	Montréal-Centre
Robert Gareau,	Laurentides-Lanaudière
Nacer Lahdiri,	Outaouais
Marie-Josée Marcoux,	Abitibi-Témiscamingue
André Lepage,	Côte-Nord

Louise Trépanier et Denise Lafortune ont apporté une aide précieuse à différentes étapes de l'exercice. Lucie Fournier et Denise Soucy ont accompli le travail soigné de dactylographie et de présentation du document.

Pour tous commentaires, les lecteurs sont invités à s'adresser à M. Smaïl Bouikni (873-2130), chef du Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle.

TABLE DES MATIERES

Page

AVANT-PROPOS

FAITS SAILLANTS .....

L'ECONOMIE EN 1985

1. Ralentissement de l'activité américaine..... 1
2. Croissance plus forte que prévue au Canada..... 3
3. Bonne performance de l'économie québécoise..... 6

LE MARCHE DU TRAVAIL AU QUEBEC EN 1985

1. Croissance inégale des emplois..... 9
2. Participation accrue des femmes au marché du travail.....17
3. Légère baisse du chômage en 1985.....18

LES REGIONS

1. Hausse de l'emploi dans la plupart des régions..... 23
2. L'emploi régional: des situations contrastées..... 31

PERSPECTIVES POUR 1986

1. Conjoncture économique incertaine..... 55
2. Croissance modeste de l'économie québécoise en 1986..... 57
3. Perspectives régionales..... 57

ANNEXE 61

FAITS SAILLANTS

L'emploi a enregistré au Québec une croissance de 82 000 postes (3%) en 1985. Cela permet ainsi de retrouver le niveau d'avant la récession. Les adultes ont représenté 94% de l'augmentation des personnes occupées et, par conséquent, les jeunes n'ont compté que pour un maigre 6% de ces gains, surtout chez les jeunes femmes. L'emploi masculin n'a progressé que très modérément depuis la fin de la récession, alors que les femmes de 25 ans et plus ont continué d'afficher la plus forte croissance en matière d'emploi reflètant ainsi la croissance stable des industries de services. Toutefois, l'augmentation des emplois des femmes dans le secteur tertiaire est accompagnée d'un développement spectaculaire du temps partiel. En effet, la part des emplois à temps partiel par rapport à l'emploi total atteignait 16,2% en 1985, alors que cette proportion n'était que de 7,7% en 1975. Les emplois à temps partiel comptaient pour environ 39% de la création nette d'emplois en 1985 comparé à 20% en 1984. De ce nombre, une proportion de 75% est occupée par les femmes.

Encouragée par une bonne performance de l'activité économique, la population active a augmenté de 58 000 (1,9%) en 1985. Le rythme de croissance de la population active est particulièrement rapide chez les femmes du groupe 25-44 ans (5,9%) alors que les jeunes hommes ont connu un fléchissement de 1,8% (7 000). Les nombreuses entrées sur le marché du travail ont ainsi fait passer le taux d'activité de 61,5% en 1984 à un sommet de 62,2% en 85. Le taux d'activité du groupe 15-24 ans a rattrapé celui d'avant la récession, alors qu'une baisse constante du taux d'activité est observée depuis quelques années chez les 45 ans et plus. La tendance à la hausse de la participation des femmes au marché du travail s'est poursuivie en 1985, passant de 64,0% en 1984 à 66,3% en 1985 chez les femmes de 25-44 ans, tandis qu'on remarque une hausse plus modérée chez les jeunes femmes de 15-24 ans (58,4% à 60,3%).

Entre 1984 et 1985, le nombre de demandeurs d'emploi au Québec a baissé de 24 000 (6%), une meilleure performance que la moyenne canadienne (-5,1%), ce qui a permis au taux de chômage québécois de fléchir de 12,8% à 11,8%. La diminution du nombre de chômeurs est répartie également entre les hommes et les femmes, entraînant une baisse du taux de chômage des hommes de 0,8 point à 11,7% et de celui des femmes de 1,3 point à 12%. Les jeunes de 15-24 ans ont aussi bénéficié d'une réduction du chômage. Leur taux de chômage se situe d'ailleurs à 19,7% chez les hommes et à 16,2% chez les femmes en 1985 comparé à 20,6% et à 18,8% respectivement en 1984.

Malgré la baisse relative du chômage, le phénomène du chômage de longue durée continue d'inquiéter. On constate, en effet, une augmentation de la durée moyenne du chômage au Québec, de 24,5 semaines en 1984 à 25,4 semaines en 1985. Même si la durée moyenne du chômage des jeunes, surtout des jeunes femmes, a connu une diminution relativement importante depuis l'année dernière, un nombre croissant de jeunes ne réussit à s'insérer sur le marché du travail qu'au travers d'emplois de courte durée ou créés grâce à la multiplication des formules d'aide à l'insertion.

La situation des chômeurs de 45 ans et plus est plus dramatique. La durée moyenne du chômage de ce groupe, déjà à un niveau très élevé, a encore augmenté pour atteindre 35,2 semaines en 1985 avec 37,8 semaines chez les hommes et 30,8 chez les femmes. Ces salariés qui se trouvent rejetés du marché du travail par suite d'un licenciement pendant la récession, connaissent des difficultés de réinsertion qui se traduisent par des périodes de chômage particulièrement longues.

En 1985, l'emploi s'est accru dans la plupart des régions du Québec, à l'exception des régions de Lanaudière et de la Côte-Nord. Toutefois, le nombre de personnes occupées augmentait à peine dans les grandes régions de Québec (1,2%) et de Montréal (2,2%). Peu de régions ont observé une baisse de leur population active et de leur taux d'activité, si ce n'est la Gaspésie, Québec, Lanaudière et la Côte-Nord. Par

ailleurs, seule la région du Bas-St-Laurent a dû affronter une hausse du taux de chômage, de l'ordre de 1,2 point, en raison de la forte hausse de la population active sur son territoire.

Dans la grande région montréalaise, la création de postes à temps plein n'a atteint que 22% du total des emplois créés (11 000 des 50 000). L'emploi à temps plein a fait l'objet de hausse importante en effectifs surtout en Mauricie-Bois-Francs (12 000), dans l'Outaouais (8 000), dans l'Estrie (7 000), au Saguenay-Lac-St-Jean et dans le Bas-St-Laurent (5 000 chacun). Par ailleurs, la majorité des nouvelles personnes occupées ont été embauchées dans un poste à temps partiel (13 000 sur 16 000 dans Montréal-Centre; 9 000 sur 13 000 en Montérégie). Les gains ont aussi été appréciables dans l'Outaouais, au Saguenay-Lac-St-Jean, dans les Laurentides et en Abitibi-Témiscamingue. Seule la Mauricie-Bois-Francs a signalé un recul de son personnel affecté à des postes à temps partiel.

L'emploi des femmes a augmenté dans la plupart des régions; il est demeuré toutefois inchangé sur la Côte-Nord ainsi que dans la région de Québec et a reculé de 4 000 (8,7%) dans la région des Laurentides. Par contre, l'emploi masculin s'est accru plus fortement que chez les femmes dans trois régions: le Bas-St-Laurent, Lanaudière et la région de Québec.

Le volume de personnes occupées dans le groupe des 15-24 ans n'a augmenté que dans trois régions, soit au Saguenay-Lac-St-Jean (2 000 ou 9%), dans l'Outaouais (4 000 ou 18%) et dans les Laurentides (15 000 ou 21%). La performance de la grande région de Montréal est particulièrement décevante. Globalement, sur les 36 000 emplois créés dans la grande région métropolitaine en 1985, seulement 1 000 ont été ajoutés chez les 15-24 ans.

Au chapitre de l'emploi sectoriel, le secteur des services a continué en 1985 d'être la principale source de croissance de l'emploi puisqu'il est à l'origine de la totalité des gains d'emplois. L'ac-

croissement de l'emploi s'est concentré dans deux secteurs, celui des transports, communications et services d'utilité publique (19 000 emplois) et celui des services socio-culturels, commerciaux et personnels (49 000 emplois). Le secteur manufacturier a accusé une perte de 12 000 postes notamment dans les industries de biens non-durables. L'emploi dans l'agriculture s'est accru de 8 000 alors que les secteurs des mines et des forêts ont connu un fléchissement important de l'emploi qui touche particulièrement les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord. Les investissements dans la construction ont affiché une performance remarquable notamment avec plus de 48 000 mises en chantier dans la construction résidentielle et plusieurs chantiers importants de construction non-résidentielle dans plusieurs régions du Québec.

L'ECONOMIE EN 1985

1. Ralentissement de l'activité américaine

La situation économique internationale est marquée en 1985 par le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis. Le taux de croissance de leur produit national brut réel devrait d'ailleurs se situer à 2,5% en 1985, alors qu'il atteignait 6,8% en 1984.

La force du dollar américain a été un des facteurs déterminants de cette évolution. Elle a non seulement provoqué une perte de compétitivité internationale, mais aussi entraîné une stagnation de la croissance de la production des biens et une baisse d'emplois dans les industries manufacturières.

De plus, certaines faiblesses de la demande intérieure ont aussi contribué au ralentissement économique américain. Après avoir progressé rapidement entre 1982 et 1984, les investissements privés non résidentiels ont quelque peu ralenti, particulièrement les dépenses d'équipements. D'autre part, les dépenses de consommation ont augmenté à un rythme plutôt modéré, malgré le programme de financement d'acquisition d'automobiles qui a incité les consommateurs à devancer leurs achats. Par contre, cette augmentation de la consommation s'est faite au prix d'un endettement exagéré. Alors que les dépenses réelles de consommation ont progressé à un taux moyen d'environ 8%, la croissance du revenu personnel disponible réel se maintenait aux alentours de 3,5%. Le taux d'épargne serait donc passé de 6,2% du revenu disponible en 1984 à un taux de 3% en 1985 et l'endettement a atteint un niveau record. Par conséquent, il y a lieu de penser que la croissance future des dépenses des ménages soit sérieusement affectée.

La faiblesse de l'activité économique américaine s'est d'ailleurs transmise à ses principaux partenaires commerciaux. Le volume du produit national brut en termes réels de l'ensemble des pays de l'OCDE devrait atteindre 2,75% en 1985, comparativement à 4,9% en 1984 (tableau 1).

---

1. Perspectives de l'emploi de l'OCDE, septembre 1985 et Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1985.

TABLEAU 1

INDICATEURS ECONOMIQUES DES PRINCIPAUX PAYS
DE L'OCDE

	PNB		Prix à la consommation		Emploi		Taux de chômage	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
	variation annuelle en pourcentage						en %	
Etats-Unis	6,8	2,50	3,2	3,00	4,1	2,00	7,5	7,25
Japon	5,8	5,00	2,1	2,50	0,6	1,00	2,7	2,50
OCDE Europe	2,4	2,25	7,4	6,40 (1)	0,1	0,25	10,7	11,00
Allemagne	2,7	2,25	2,5	2,25	0,1	0,50	8,2	8,25
France	1,6	1,00	7,4	5,30 (1)	-1,1	-0,50	9,9	10,50
Grande-Bretagne	2,6	3,25	5,0	5,90 (1)	1,5	1,25	11,7	11,75
Total de l'OCDE	4,9	2,75	5,0	4,75	1,5	1,00	8,4	8,75

Source: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1985.
Les chiffres de 1985 sont des estimations de l'OCDE

(1) 12 mois se terminant en septembre 1985.

Le rythme de croissance dans ces pays s'est révélé inégal. La croissance aura été plus marquée au Royaume-Uni (3,25%); elle fut, par contre, moins prononcée en Allemagne (2,25%) et en France (1%). Ces performances peu reluisantes reflètent une demande intérieure qui a été contenue par une politique monétaire prudente et une politique budgétaire restrictive. Le Japon a connu pour sa part une bonne performance en 1985, même si la croissance s'est quelque peu ralentie, passant de 5,8% en 1984 à 5% cette année.

Avec l'augmentation médiocre de la production réelle, la situation du marché du travail dans l'ensemble des pays de l'OCDE ne s'est pas améliorée de façon appréciable pendant l'année. Le rythme de croissance de l'emploi a été légèrement moins rapide que celui de la population active. Le taux de chômage a ainsi augmenté de 0,35 point pour s'établir à 8,75% en 1985. Toutefois, cette performance globale masque des écarts importants entre les pays européens et ceux de l'Amérique du Nord. Aussi, en excluant les Etats-Unis et le Canada, la croissance de l'emploi en Europe atteint à peine 0,25% tandis que le taux de chômage augmente de 10,7% à 11%. Cette situation s'explique par les effets conjugués d'une augmentation plus rapide de la population active en Europe et d'une lente progression de l'emploi attribuable à une décélération de la croissance économique (graphique 1).

2. Croissance plus forte que prévue au Canada

Dans son budget de mai 1985[1], le ministre des Finances, M. Wilson, prévoyait une progression de 3,1% de la production réelle et un taux de chômage de 10,7% à la fin de l'année. Dans les faits, la croissance aura été plus importante avec une augmentation du produit national brut réel de l'ordre de 4,5% et le taux de chômage a fléchi à 10% en décembre (tableau 2).

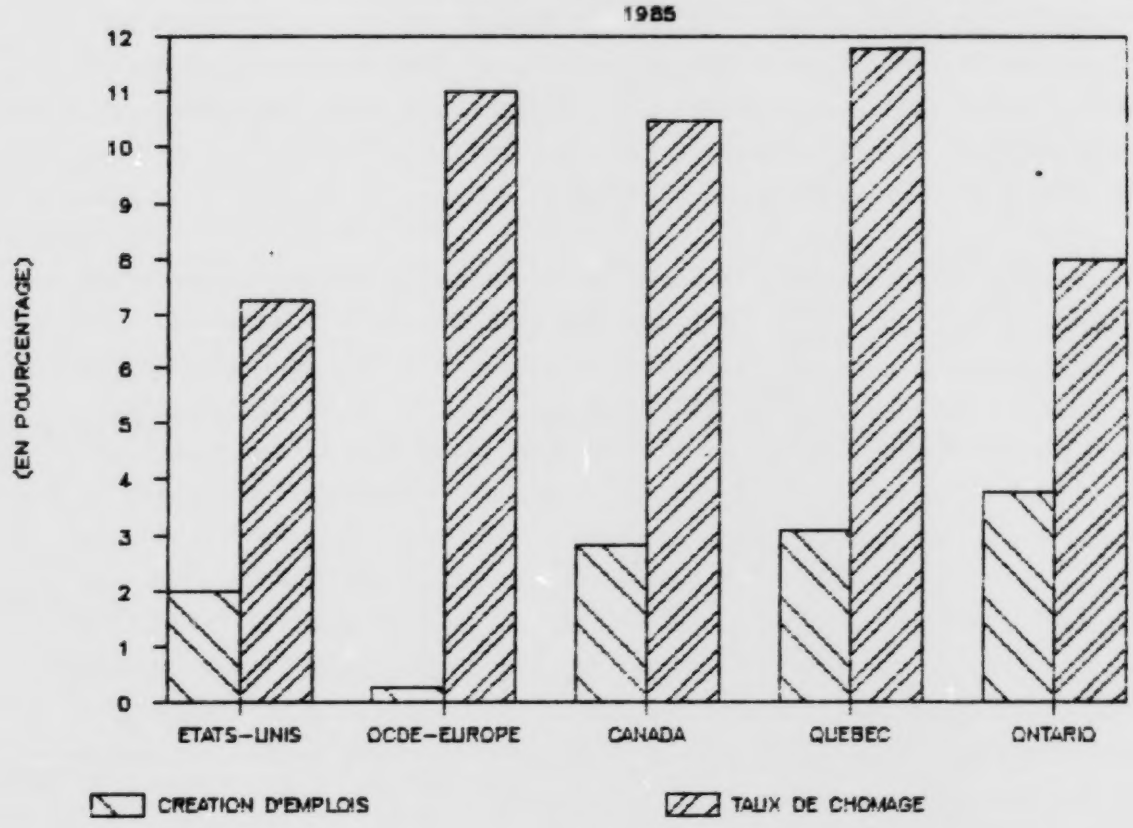
---

1. Ministère des Finances: Les perspectives économiques du Canada, 1985-1990: le défi du renouveau économique, mai 1985.

GRAPHIQUE 1

CREATION D'EMPLOIS ET TAUX DE CHOMAGE

1985



Sous l'impact d'une progression relativement faible de l'activité économique des Etats-Unis, la balance commerciale canadienne a accusé une importante détérioration notamment dans les exportations d'automobiles vers les Etats-Unis. De plus, étant donné la vigueur du dollar canadien par rapport à la monnaie de ses autres partenaires commerciaux, la croissance des exportations s'en est trouvé ralentie.

En contrepartie, toutes les composantes de la demande intérieure se sont renforcées. Les dépenses des ménages, en termes réels, se sont accrues de 4,8% soit un rythme légèrement supérieur à celui du revenu disponible réel, surtout dans les achats des biens durables où un accroissement de 9,7% a été enregistré. La baisse des taux d'intérêt et l'évolution favorable de l'emploi et des revenus ne sont pas étrangères à cette performance. La croissance du secteur du logement a d'ailleurs été vigoureuse par suite d'un net regain des mises en chantier, au deuxième trimestre de 1985, et de la fermeté du marché de la revente.

Quant aux investissements des entreprises, l'augmentation du taux d'utilisation des capacités dans les industries manufacturières, particulièrement celles de l'automobile et des pâtes et papiers, et l'évolution favorable des profits ont permis une reprise bien plus importante que prévue.

Sous l'impulsion d'une performance relativement bonne de l'activité économique, l'emploi s'est accru de 2,7% en 1985 au Canada. Ce taux de croissance s'est traduit par une augmentation totale de 311 000 emplois entre 1984 et 1985. Cependant, étant donné la hausse de la population active de l'ordre de 1,9%, la réduction du taux de chômage a été bien limitée, passant de 11,3% à 10,5%.

L'inflation est restée relativement stable au voisinage de 4%. Les hausses des prix ont été contenues par une évolution favorable du prix des matières premières et du pétrole sur le marché international et par une augmentation modérée des rémunérations.

3. Bonne performance de l'économie québécoise

La reprise économique amorcée au Québec à la fin de 1982 est entrée dans sa troisième année de croissance. Le volume du produit intérieur réel devrait s'accroître de 3,8% en 1985 (tableau 2). En parallèle à la poursuite de la reprise de la production, on a observé une augmentation de 82 000 emplois (3%), sur une base annuelle en 1985, en comparaison à 311 000 (2,8%) pour l'ensemble du Canada et à 159 500 (3,8%) pour l'Ontario. Compte tenu d'une hausse de 1,9% (58 000) de la population active, l'accroissement de l'emploi a entraîné une réduction du taux de chômage québécois de 12,8% en 1984 à 11,8% l'an dernier.

Au chapitre des expéditions manufacturières, leur valeur se serait accrue de 5% en 1985. Parmi les industries manufacturières qui affichent les plus fortes croissances, notons celles du matériel de transport (14%), de la fabrication de produits en métal (18%) et du meuble (14%).

Tout comme pour l'ensemble du Canada, la bonne performance du Québec en 1985 a reposé essentiellement sur les investissements et la demande intérieure. Au chapitre des immobilisations, la hausse a été surtout marquée par la vigueur du secteur privé, avec des dépenses de 12,8%, notamment dans le secteur manufacturier avec un accroissement de 23,7%.

Les industries qui devraient connaître une forte croissance sont celles de la fabrication de machines (82,8%), du papier (61,8%) et de la fabrication d'équipement de transport (45,3%).

La hausse des investissements du secteur primaire et de la construction devrait atteindre 8%, particulièrement l'industrie des mines métalliques (42,3%). Par contre, l'industrie des mines non-métalliques accuserait une baisse de 36,8% de ses dépenses d'immobilisations. Quant au secteur tertiaire, en raison de la chute des investissements dans le

transport (-20,8%) et de l'énergie (-6,4%), le rythme de croissance ne devrait augmenter que de 5%.

Malgré la fin du programme Corvée-Habitation, le nombre de mises en chantier se serait élevé à un niveau de 44 000, une remarquable performance. De plus, le marché de la revente des maisons existantes affiche aussi une fermeté certaine. Le ralentissement de l'inflation, la baisse progressive des taux d'intérêt, l'accroissement du revenu disponible réel ainsi que l'amélioration de la situation financière des ménages ont permis une progression soutenue des dépenses de consommation.

En effet, bien que les augmentations salariales auraient été modérées, étant donné l'atténuation des anticipations au sujet de l'inflation et la faiblesse persistante du marché du travail, la consommation a quand même progressé fortement sous l'impulsion de la demande des biens durables, notamment d'automobiles jusqu'alors contenue. Les ventes au détail ont ainsi progressé au rythme de 10% entre 84 et 85 au Québec.

Les exportations québécoises ont été affectées par le ralentissement de la croissance de nos principaux partenaires. La valeur de ces exportations serait en hausse de 8% en 1985 par rapport à une augmentation de 15% en 1984. La diminution du rythme de croissance des exportations est moins marquée dans le cas des exportations aux Etats-Unis, grâce notamment à la demande soutenue de machines et matériels et des produits de transport et de l'aéronautique.

LE MARCHE DU TRAVAIL AU QUEBEC EN 1985

Le niveau de l'emploi total est en hausse de 82 000 (3%) en 1985 pour s'établir à 2 804 000, après une augmentation de 80 000 (3%) en 1984 (graphique 2). La création d'emplois a été, pour une seconde année consécutive, plus forte que dans l'ensemble du pays (2,7%). Le Québec a aussi retrouvé le niveau d'emplois du sommet d'avant la récession (août 1981). En termes désaisonnalisés, on dénombre 2 866 000 personnes occupées en décembre 1985 par rapport à 2 768 000 au mois d'août 1981, soit un accroissement de 98 000 postes. Toutefois, l'évolution de la variation mensuelle de l'emploi désaisonnalisé en 1985 est caractérisée par des mouvements erratiques comme l'indique le graphique 3. De plus, malgré une bonne performance économique, le rapport emploi-population n'a pas encore atteint le niveau d'avant-récession. Ce rapport s'élevait à 54,8% cette année contre un sommet de 55,1% en 1981.

La forte création d'emplois a permis néanmoins une légère baisse d'un point de pourcentage du taux de chômage qui passe de 12,8% en 1984 à 11,8% en 1985; la croissance de l'emploi n'ayant pas été suffisante pour absorber la rapide progression de la population active (1,9%). A 62,2%, le taux d'activité constitue d'ailleurs un sommet (tableau 3). Les paragraphes suivants décrivent le comportement des indicateurs du marché du travail au Québec, alors que l'évolution sectorielle est analysée conjointement avec l'activité régionale.

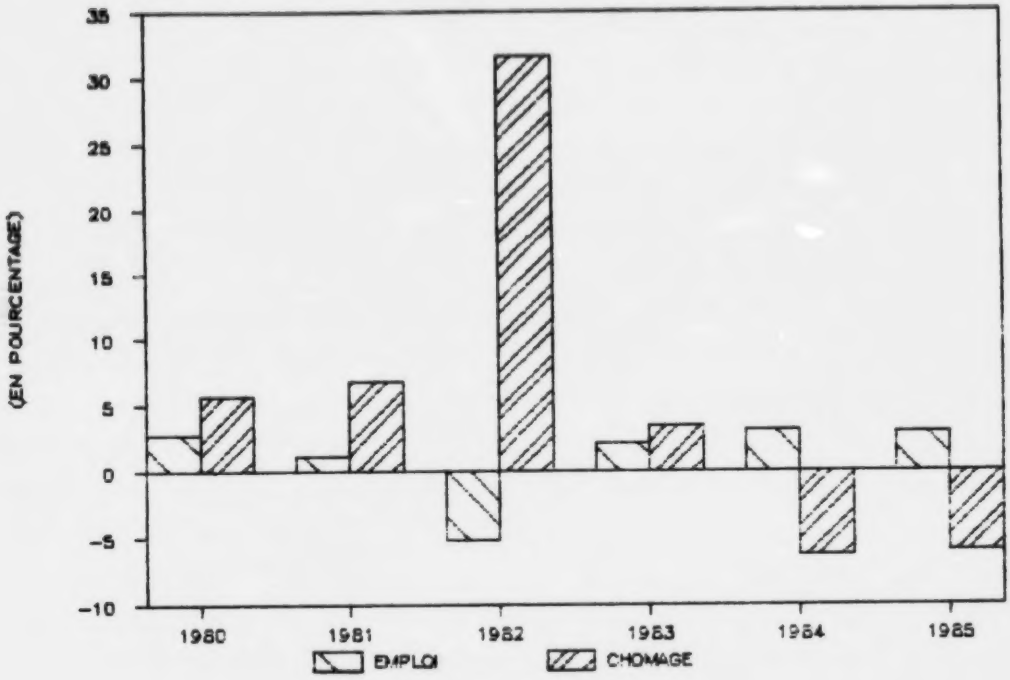
1. Croissance inégale des emplois

La situation de l'emploi demeure toutefois très différente selon les classes d'âge. La création de nouveaux emplois a surtout profité aux personnes de 25 à 44 ans où plus de 76 000 emplois sont ajoutés, un accroissement de 5,2%, alors que le groupe des 15 à 24 ans et des 45 ans et plus n'enregistraient qu'une faible hausse de 5 000 (0,9%) et de 1 000 (0,1%) postes respectivement. D'autre part, les femmes ont connu un rythme de création d'emplois supérieur à celui des hommes soit 4,1% contre 2,3%. En termes absolus, les emplois sont partagés à peu près également entre les deux sexes. La hausse des emplois est presque entièrement concentrée chez le groupe de 25-44 ans où la croissance du nombre de postes atteignait 6,9% (41 000) chez les femmes et 4,1% (35 000) chez

GRAPHIQUE 2

VARIATION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE

QUEBEC



GRAPHIQUE 3

VARIATION DE L'EMPLOI DESAISONNALISE,

QUEBEC, JANVIER A DECEMBRE 1985

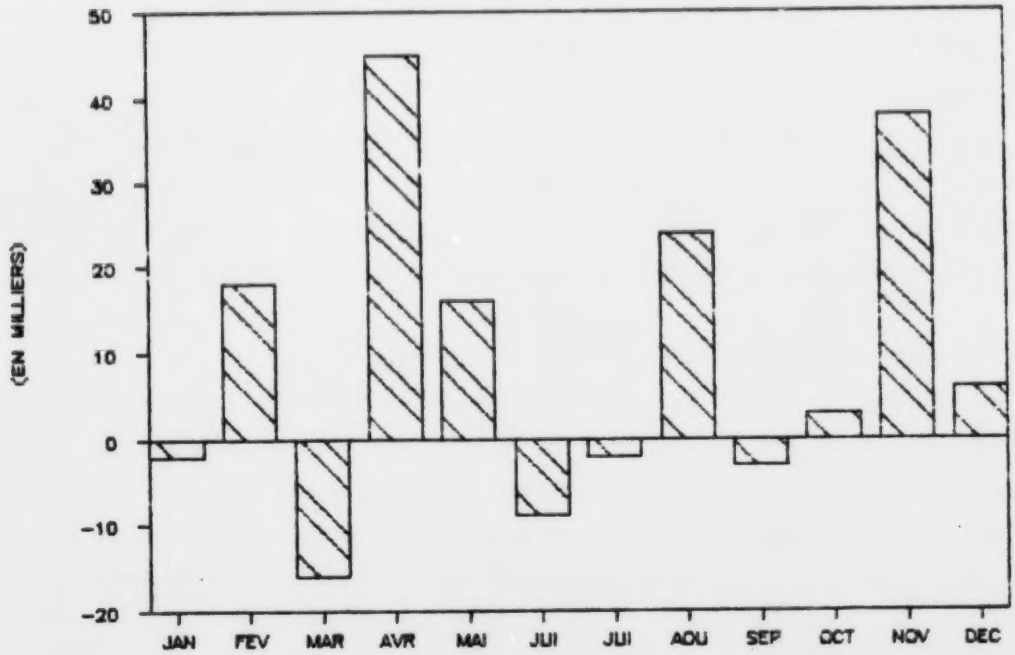


TABLEAU 3

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL SELON L'AGE ET LE SEXE EN 1985 ET VARIATION EN % PAR RAPPORT A 1984, QUEBEC

	15-24 ans		25-44 ans		45 ans et plus		Total		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
Population de 15 ans et plus ('000)	558	544	1 068	1 083	859	1 003	2 485	2 630	5 115
Variation en %	-2,9	-3,5	2,5	2,3	1,4	1,5	0,9	0,8	0,8
Population active ('000)	370	328	992	718	505	270	1 866	1 315	3 181
Variation en %	-1,8	-0,5	2,9	5,9	-0,7	-1,5	1,4	2,6	1,9
Emploi ('000)	297	275	890	637	462	245	1 648	1 157	2 804
Variation en %	-0,6	2,8	4,1	6,9	0,9	-1,2	2,3	4,1	3,0
Chômage ('000)	73	53	102	81	43	25	218	158	376
Variation en %	-6,1	-14,6	-6,9	-1,1	0,0	-7,4	-5,0	-7,1	-6,0
Taux de chômage	19,7	16,2	10,3	11,3	8,5	9,3	11,7	12,0	11,8
Taux d'activité	66,3	60,3	92,9	66,3	58,8	26,9	75,1	50,0	62,2
Emploi/population	53,2	50,6	83,3	58,8	53,8	24,4	66,3	44,0	54,8

Note: Ces données diffèrent légèrement de celles publiées par Statistique Canada à cause des arrondissements.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active

les hommes (graphique 4). Les femmes de 25-44 ans continuent donc d'afficher la plus forte croissance en matière d'emploi, comme cela a été le cas pendant la majeure partie de la décennie 1975-1985. Par contre, les jeunes hommes de 15-24 ans accusent une perte nette de 2 000 emplois (0,6%), alors que les femmes du même groupe ont bénéficié d'une hausse de 2,8% (8 000 postes). Chez les 45 ans et plus, ce sont les femmes qui ont subi une diminution de 3 000 emplois (1,2%) par rapport à une légère augmentation (0,7%) enregistrée chez les hommes. L'emploi masculin ne progresse que très modérément depuis la fin de la récession.

Le temps partiel: un phénomène permanent

On constate par ailleurs qu'une part croissante des embauches s'effectue à temps partiel. La part des emplois à temps partiel par rapport à l'emploi total atteignait 16,2% en 1985 alors que cette proportion n'était que de 7,7% en 1975. En effet, les emplois à temps partiel comptaient pour environ 39% de la création nette d'emplois en 1985 comparé à 20% en 1984 (graphique 5). De ce nombre, une proportion de 75% (24 000) est occupée par les femmes dont 6 000 postes chez le groupe des 15-19 ans (tableau 4).

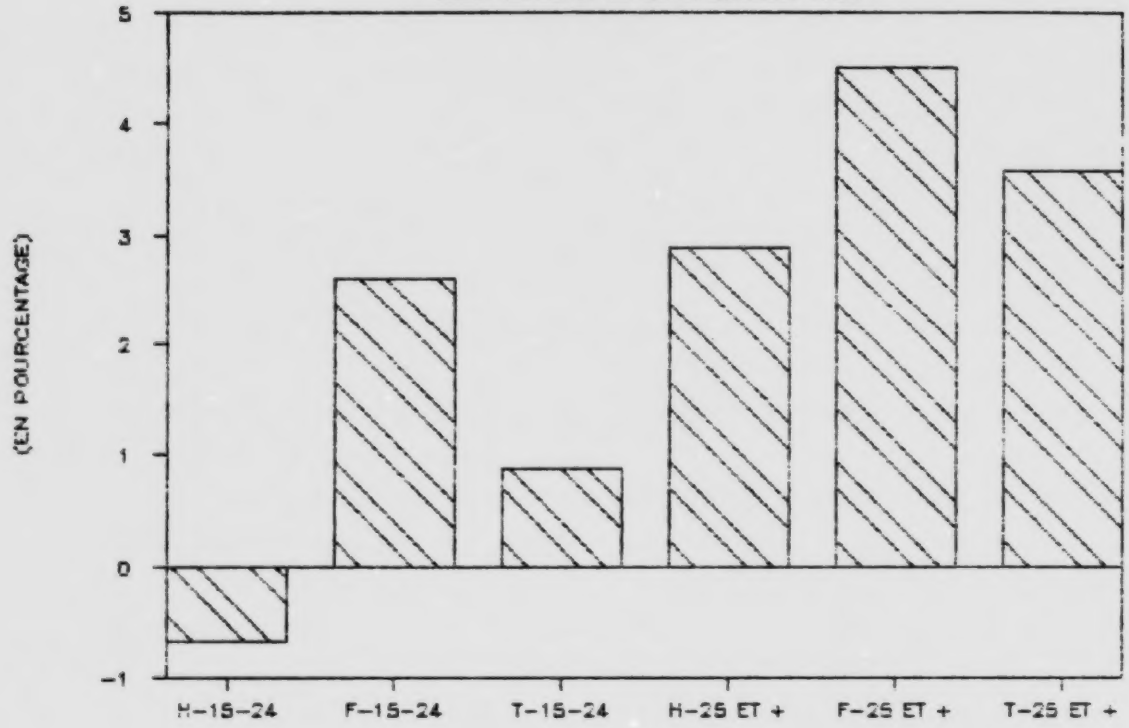
Les causes du travail à temps partiel sont diverses. Toutefois, un nombre croissant de personnes ont choisi le temps partiel parce qu'elles n'ont pu trouver du travail à temps plein. Entre 1984 et 1985, ce nombre a augmenté de 10 000 (7,5%), dont 7 000 femmes. Cette tendance s'est renforcée depuis la récession. En effet, le nombre de personnes qui travaillent à temps partiel à cause d'une non disponibilité des emplois à temps plein a presque doublé, passant de 83 000 en 1981 à 144 000 en 1985, particulièrement chez les femmes dont le nombre atteignait 95 000 par rapport à 54 000 en 1981.

D'autre part, la progression du temps partiel, faute de trouver un emploi à temps plein, a plus que doublé pour le groupe des 25-54 ans, se chiffrant à 79 000 en 1985 contre 37 000 en 1981, alors que la tendance à la hausse demeure relativement moins rapide chez le groupe des 15-24 ans avec un niveau de 59 000 en 85 comparé à 42 000 en 81.

GRAPHIQUE 4

VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI

SELON L'AGE ET LE SEXE, QUEBEC, 1985



GRAPHIQUE 5

VARIATION DE L'EMPLOI AU QUEBEC

TEMPS PLEIN ET TEMPS PARTIEL

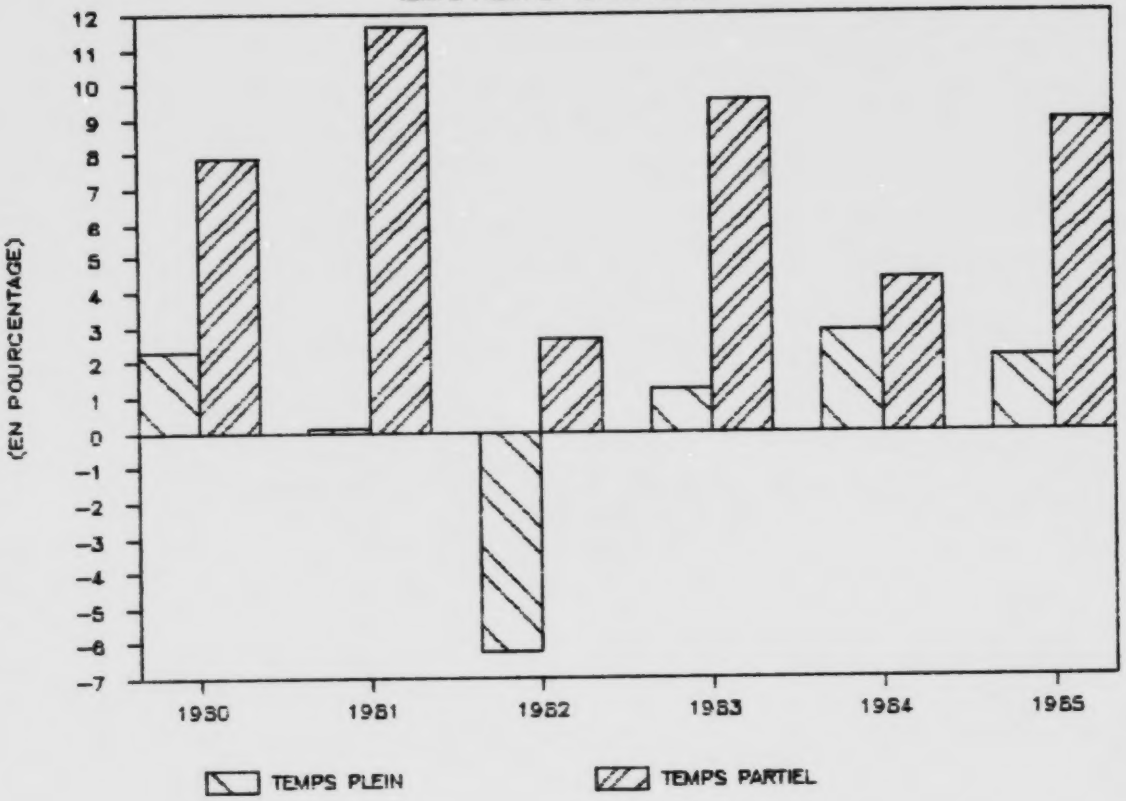


TABLEAU 4

EMPLOI A TEMPS PLEIN ET A TEMPS PARTIEL
SELON LE SEXE ET L'AGE, QUEBEC, 1985

	Estimations 1985	Variation 1984/1985	
	en milliers	en milliers	en %
Temps plein			
Les deux sexes	2413	49	2,1
15-19 ans	80	-3	-3,6
20-24 ans	326	-1	-0,3
25-44 ans	1376	52	3,9
45 ans et plus	631	2	0,3
Hommes	1530	28	1,9
15-19 ans	46	-1	-2,1
20-24 ans	173	-5	-2,8
25-44 ans	867	31	3,7
45 ans et plus	445	4	0,9
Femmes	883	21	2,4
15-19 ans	35	-1	-2,8
20-24 ans	153	4	2,7
25-44 ans	509	22	4,5
45 ans et plus	187	-1	-0,5
Temps partiel			
Les deux sexes	391	32	8,9
15-19 ans	97	6	6,6
20-24 ans	69	4	6,2
25-44 ans	150	23	18,1
45 ans et plus	76	-	-
Hommes	117	8	7,3
15-19 ans	47	-	-
20-24 ans	31	4	14,8
25-44 ans	23	5	27,8
45 ans et plus	17	-	-
Femmes	274	25	10,0
15-19 ans	50	6	13,6
20-24 ans	38	-	-
25-44 ans	127	19	17,6
45 ans et plus	59	-	-

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active

Au chapitre de la création d'emplois à temps plein, les hommes et les femmes se partagent, à peu près également, le nombre d'emplois (28 000 et 21 000 respectivement). Par contre, les jeunes de 15-24 ans subissent une perte de 4 000 postes (-1%) particulièrement chez les hommes de 20-24 ans avec 5 000 emplois de moins, alors que le groupe des 25 à 44 ans affiche un gain de 52 000 emplois, soit une croissance de 3,7% (31 000) chez les hommes et de 4,5% (22 000) chez les femmes.

La perte d'emplois est observée surtout chez les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. On dénombre 21 000 postes perdus pour ceux qui ont moins de 8 années de scolarité, dont 13 000 chez les hommes. La possibilité d'emploi augmente avec le niveau d'instruction. Ainsi, ceux qui ont complété le niveau secondaire et quelques années post-secondaires ont connu un bon accroissement d'emploi. Quant aux gradués collégiaux et universitaires, étant donné leur taux de chômage peu élevé, la création d'emplois était suffisante pour le maintenir à un bas niveau.

Quant aux emplois selon la branche d'activité, le nombre de femmes dans l'agriculture est demeuré stationnaire. Les femmes dans les industries manufacturières accusent une perte d'emplois de 3,2% (5 000) contre une diminution de 1,7% chez les hommes (7 000). D'autre part, dans les secteurs du tertiaire, la croissance des emplois occupés par les femmes est relativement plus importante que celle des hommes, notamment dans les transports, communications et services d'utilité publique (15%), dans les finances, assurances et affaires immobilières (9,6%) et dans l'administration publique (4,2%). Dans cette dernière branche, le nombre d'emplois chez les hommes a accusé un fléchissement de 3,2% (4 000) comme l'indique le tableau 5.

La forte progression de l'emploi des femmes reflète ainsi la croissance stable des industries de services qui engagent proportionnellement plus de femmes que les industries productrices de biens caractérisées par une croissance plus lente. On constate toutefois que l'augmentation des emplois des femmes dans le secteur tertiaire est aussi accompagnée d'un développement spectaculaire du temps partiel.

TABLEAU 5

EMPLOI SELON LE SEXE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE
QUEBEC, 1985

	Hommes		Femmes	
	Estimations 1985 (en milliers)	Variation 1984/1985 (en %)	Estimations 1985 (en milliers)	Variation 1984/1985 (en %)
Agriculture	62	14,8	23	-
Autres branches du secteur primaire	42	-12,5	-	-
Industries manufacturières	396	-1,7	152	-3,2
Construction	110	-	16	33,3
Transports, communications et services d'utilité publique	175	7,4	46	15,0
Commerce	295	2,4	196	2,1
Finances, assurances et aff. immobilières	65	1,6	91	9,6
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	382	7,0	555	4,5
Administration publique	121	-3,2	74	4,2
Ensemble des secteurs	1 648	2,3	1 157	4,1

En 1985, environ 17% des emplois dans les industries de services sont à temps partiel (350 000 emplois). La proportion des emplois à temps partiel occupés par les femmes dans ces industries dépasse 70% (250 000), notamment dans le commerce (63 000 femmes contre 33 000 hommes) et les services (159 000 femmes contre 52 000 hommes).

2. Participation accrue des femmes au marché du travail

En raison de la baisse du taux de natalité et du solde négatif des migrations, la croissance de la population en âge de travailler n'a cessé de ralentir au Québec, freinant ainsi la progression de la population active. Toutefois, cette situation est neutralisée par une hausse constante de la participation au marché du travail de la population. De plus, encouragé par une bonne performance de l'activité économique, le nombre de personnes actives a augmenté de 58 000 l'année dernière (1,9%). En effet, les "travailleurs découragés" qui ont quitté la population active par manque de possibilité d'emplois pendant la récession, sont revenus massivement sur le marché du travail.

Entre 1984 et 1985, le nombre de personnes inactives qui n'ont pas cherché un emploi pour cause de manque de travail disponible a, en effet, fléchi de 27% (10 000) dont 6 000 chez les hommes. La plupart des groupes d'âge ont enregistré une baisse de personnes inactives, particulièrement le groupe des 25-54 ans.

Toutefois, la croissance de la population active demeure inégale selon les groupes d'âge et le sexe. Le rythme est particulièrement rapide chez les femmes du groupe 25-44 ans avec 5,9% (40 000), alors que l'augmentation atteignait 2,9% (28 000) chez les hommes du même groupe. Les jeunes hommes de 15-24 ans ont, par contre, connu un fléchissement de 7 000 (1,8%) sur un total de 9 000 personnes actives de moins (1,3%).

D'autre part, le nombre de personnes actives ayant moins de 8 années d'études a fortement baissé, de 4,1% chez les hommes et de 6,3%

chez les femmes; les perspectives de trouver un emploi ayant été moins intéressantes pour elles.

Les nombreuses entrées sur le marché du travail ont ainsi fait passer le taux d'activité de 61,5% en 1984 à un sommet de 62,2% en 85. Le taux d'activité du groupe 15-24 ans a rattrapé celui d'avant la récession de 1982, alors qu'une baisse constante du taux d'activité est observée depuis quelques années chez les 45 ans et plus.

La tendance à la hausse de la participation des femmes au marché du travail s'est poursuivie en 1985, témoignant d'une vigoureuse croissance du secteur des services. En effet, le taux d'activité chez les femmes de 25-44 ans a connu une forte augmentation passant de 64,0% en 1984 à 66,3% en 1985. On remarque une hausse plus modérée chez les jeunes femmes de 15-24 ans (58,4% à 60,3%), alors que le taux d'activité chez les jeunes hommes de 15-24 ans atteignait un niveau de 66,3% comparé à 65,5% en 1984. Le groupe des 45 ans et plus a toutefois accusé une diminution de son taux d'activité, surtout chez les femmes (27,8% à 26,9%).

Par ailleurs, l'augmentation de l'offre de travail suit assez fidèlement l'état du marché du travail et de l'économie. Alors que la population active diminue dans le secteur manufacturier (-2,8%), dans l'administration publique (-0,9%) et dans les autres branches du secteur primaire (-12,3%), les autres industries ont bénéficié d'une hausse de leur population active, notamment dans les transports (6,3%) et dans les finances, assurances et affaires immobilières (6,4%).

3. Légère baisse du chômage en 1985

Entre 1984 et 1985, le nombre de demandeurs d'emploi au Québec a baissé de 24 000 (-6%), une meilleure performance que la moyenne canadienne (-5,1%), ce qui a permis au taux de chômage québécois de passer de 12,8% à 11,8%. Le fléchissement du nombre de chômeurs est réparti également entre les hommes et les femmes, entraînant une baisse du taux de

chômage des hommes de 0,8 point à 11,7% et des femmes de 1,3 point à 12% (graphique 6).

Toutefois, ce sont les jeunes de 15-24 ans qui ont le plus bénéficié d'une réduction du chômage. Le nombre de jeunes chômeuses a ainsi baissé de 9 000 (14,6%), alors que les jeunes chômeurs voient leur nombre diminuer de 5 000 (6,1%).

Le taux de chômage des jeunes se situe d'ailleurs à 19,7% chez les hommes et à 16,2% chez les femmes en 1985 comparé à 20,6% et à 18,8% respectivement en 1984. Le niveau du chômage des jeunes est réduit à celui de 1979 alors que le nombre de chômeurs atteignait 126 000. Cette amélioration s'expliquerait par la diminution des jeunes en âge de travailler combinée à une légère progression de l'emploi et aussi par les efforts d'éducation et de formation déployés en faveur de ceux-ci.

Quant aux groupes des 25 ans et plus, le nombre de chômeurs a diminué fortement chez les hommes de 25-44 ans (-6,9%) et chez les femmes de 45 ans et plus (-7,4%) faisant passer le taux de chômage des premiers de 11,3% à 10,3% et des dernières de 9,8% à 9,3%. Par ailleurs, les femmes ont connu une baisse modérée de leur taux de chômage (12,1% à 11,3%); la croissance de la population active a presque neutralisé les gains d'emplois obtenus.

Pour le groupe des 25-44 ans, le nombre de chômeurs atteignait 183 000, le niveau de 1982, alors que la tendance du chômage du groupe des 45 ans et plus se maintient depuis 1983 à environ 68 000, un niveau une fois et demi plus élevé par rapport à la moyenne de 45 000 entre 1975 et 1981.

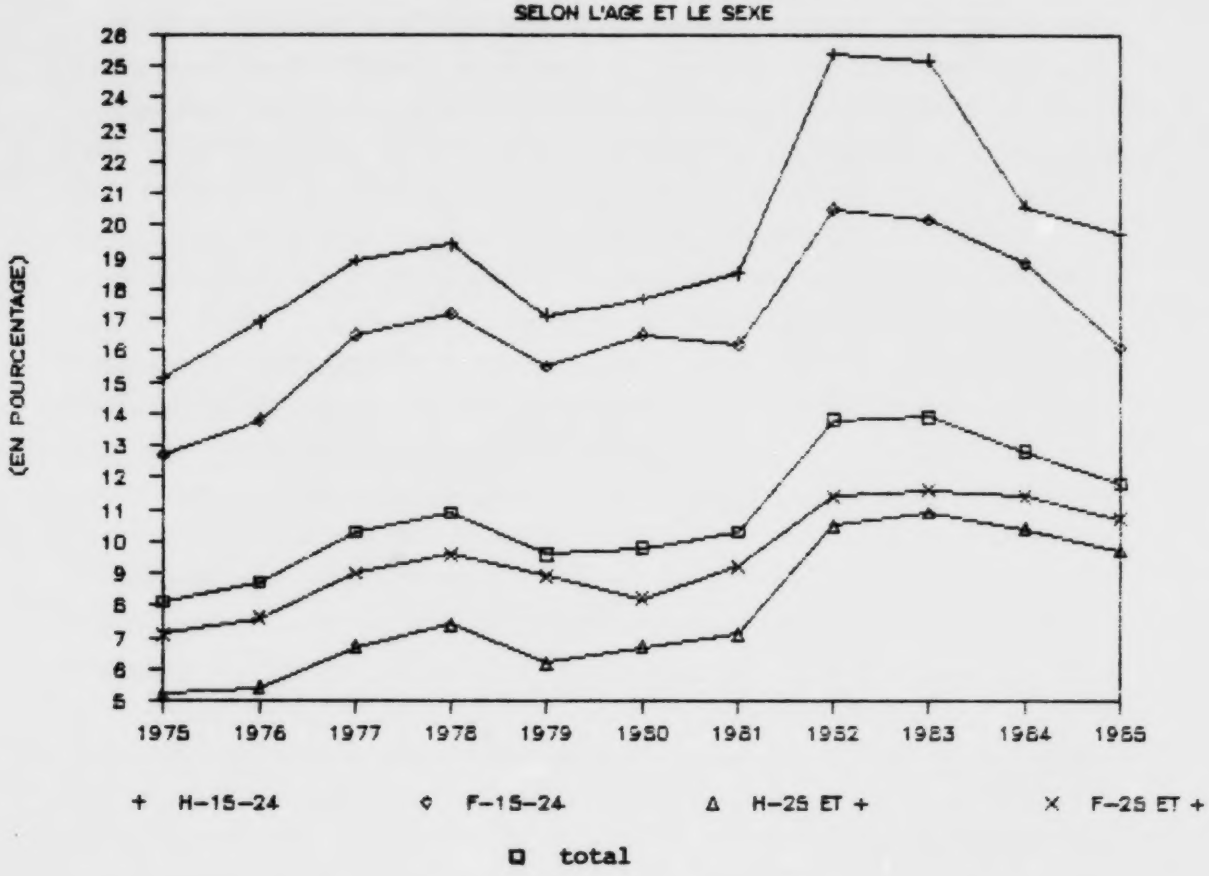
Précarité de l'emploi des jeunes

En dépit d'une grande différence entre le rythme de création d'emplois et la croissance de la population active, qui a entraîné une baisse relative du chômage, le phénomène du chômage de longue durée continue d'inquiéter. On constate, en effet, une augmentation de la durée moyenne

GRAPHIQUE 6

TAUX DE CHOMAGE AU QUEBEC

SELON L'AGE ET LE SEXE



du chômage au Québec, de 24,5 semaines en 1984 à 25,4 semaines en 1985 (tableau 6).

La comparaison, selon les différentes tranches d'âge, montre qu'une partie de la main-d'oeuvre se trouve dans un segment de marché où la précarité de l'emploi est forte et connaît donc des passages, par le chômage, courts mais répétitifs. En effet, un nombre croissant de jeunes ne réussit à s'insérer sur le marché du travail qu'au travers d'emplois de courte durée ou créés grâce à la multiplication des formules d'aide à l'insertion, donc une forte marginalisation sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, même si la durée moyenne du chômage des jeunes, surtout des jeunes femmes, a connu une diminution relativement importante depuis l'année dernière, la dégradation de l'emploi constitue une source d'inquiétude.

Durée du chômage: elle s'allonge pour les 45 ans et plus

La situation des chômeurs de 45 ans et plus est encore plus dramatique. La durée moyenne du chômage de ce groupe, déjà à un niveau très élevé, a encore augmenté pour atteindre 35,2 semaines en 1985 avec 37,8 semaines chez les hommes et 30,8 chez les femmes. En effet, ces salariés qui se trouvent rejetés du marché du travail par suite d'un licenciement pendant la récession, connaissent des difficultés importantes de réinsertion qui se traduisent par des périodes de chômage particulièrement longues. La crise économique a rendu vulnérable ces catégories de travailleurs, qui constituaient autrefois le "noyau dur" de la population active, à l'abri de la perte d'emploi, particulièrement ceux qui ont des handicaps tels que l'âge élevé, l'absence de qualification ou une santé déficiente.

TABLEAU 6

DUREE MOYENNE DU CHOMAGE SELON L'AGE ET LE SEXE, QUEBEC, 1985

	Estimation 1985 (nombre de semaines)	Variation 1984/1985 (en semaines)
Les deux sexes	25,4	0,9
15-19 ans	14,0	-2,1
20-24 ans	20,4	-0,6
25-44 ans	26,7	0,4
45 ans et plus	35,2	4,8
Hommes		
15-19 ans	14,6	-0,3
20-24 ans	21,1	0,1
25-44 ans	29,5	0,4
45 ans et plus	37,8	4,6
Femmes		
15-19 ans	13,2	-4,4
20-24 ans	19,3	-1,8
25-44 ans	23,2	0,8
45 ans et plus	30,8	4,8

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active

LES REGIONS

1. Hausse de l'emploi dans la plupart des régions

En 1985, l'emploi s'est accru dans la plupart des régions du Québec, à l'exception des régions de Lanaudière et de la Côte Nord. Toutefois la progression a été supérieure à la moyenne québécoise dans une majorité de régions[1], tandis que le nombre de personnes occupées augmentait à peine dans les grandes régions de Québec et de Montréal (tableau 7 et graphique 7).

Peu de régions ont signalé une baisse de leur population active et de leur taux d'activité, si ce n'est la Gaspésie, Québec, Lanaudière et la Côte Nord. Cette dernière a été particulièrement touchée, avec une diminution de 6% de ses participants au marché du travail et avec un fléchissement de 3,2 points du taux d'activité. Ailleurs, la population active s'est accrue fort inégalement, à peine 1,6% dans Montréal-Centre à près de 10% dans le Bas-St-Laurent. Cette région est la seule au Québec où l'augmentation des nouveaux arrivants au sein du marché du travail local a été supérieure aux emplois créés.

L'on doit aussi constater que l'amélioration des conditions prévalant sur les marchés du travail régionaux s'est faite à des degrés différents, du moins, à l'examen du taux d'activité. En effet, alors que les régions de l'Outaouais, du Bas-St-Laurent et de l'Estrie affichaient une hausse respective de 4,5 points, 4,3 points et 3,0 points de leur taux d'activité, ce taux ne croissait que de 0,8 point de pourcentage dans Montréal-Centre, une croissance à peine supérieure que dans la Montérégie (0,4 point).

Seule la région du Bas-St-Laurent a dû affronter une hausse du taux de chômage, de l'ordre de 1,2 point, en raison du fort afflux de population active sur son territoire. Par ailleurs, deux facteurs

---

1. Gaspésie, Bas-St-Laurent, Saguenay-Lac-St-Jean, Mauricie-Bois-Francs, Estrie, Laurentides, Outaouais et Abitibi-Témiscamingue.

TABLEAU 7

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL REGIONAL

		Pop.15 ans et plus	Pop. active	Emploi	Chômage	Taux d'activité	Taux de chômage	Rapp. emploi/pop.
Gaspésie	1985	86,0	43,3	34,8	8,3	50,3	19,2	40,5
	1984	86,0	45,0	33,5	11,8	52,3	26,2	39,0
	Var. en %	0,0	-3,8	3,9	-29,7			
Bas St-Laurent	1985	168,3	96,8	80,6	16,3	57,5	16,8	47,9
	1984	165,8	88,2	74,3	13,8	53,2	15,6	44,8
	Var. en %	1,5	9,8	8,5	18,1			
Saguenay-Lac St-Jean	1985	233,0	131,9	112,3	19,7	56,6	14,9	48,2
	1984	229,5	123,9	103,9	20,0	54,0	16,1	45,3
	Var. en %	1,5	6,5	8,1	-1,5			
Québec	1985	723,3	438,4	398,6	39,9	60,6	9,1	55,1
	1984	719,7	441,3	398,0	47,2	61,3	10,7	54,7
	Var. en %	0,5	-0,7	1,2	-15,5			
Mauricie/ Bois-Francs	1985	361,3	211,3	182,6	28,8	58,5	13,6	50,5
	1984	356,8	203,5	173,2	30,3	57,0	14,9	48,5
	Var. en %	1,3	3,8	5,4	-5,0			
Estrie	1985	200,7	124,5	111,2	13,6	62,0	10,9	55,4
	1984	198,7	117,3	102,8	14,2	59,0	12,1	51,7
	Var. en %	1,0	6,1	8,2	-4,2			
Montérégie	1985	830,5	547,3	490,0	57,1	65,9	10,4	59,0
	1984	821,9	538,0	477,1	60,6	65,5	11,3	58,0
	Var. en %	1,0	1,7	2,7	-5,8			
Montréal	1985	1 667,7	1 058,2	927,7	130,7	63,5	12,4	55,6
	1984	1 662,1	1 041,6	911,6	130,0	62,7	12,5	54,8
	Var. en %	0,3	1,6	1,8	0,5			
Laurentides	1985	247,8	153,0	134,1	19,0	61,7	12,4	54,1
	1984	243,9	145,3	127,3	18,1	59,6	12,5	52,2
	Var. en %	1,6	5,3	5,3	5,0			
Lanaudière	1985	206,7	129,0	115,8	13,0	62,4	10,1	56,0
	1984	202,5	131,8	116,2	15,3	65,1	11,6	57,4
	Var. en %	2,1	-2,1	-0,3	-15,0			
Outaouais	1985	189,5	127,4	113,5	13,9	67,2	10,9	59,9
	1984	187,8	117,8	102,3	15,7	62,7	13,3	54,5
	Var. en %	0,9	8,1	10,9	-11,5			
Abitibi-Témiscamingue	1985	111,8	66,3	59,2	9,0	57,5	14,0	49,4
	1984	110,3	62,3	50,6	11,7	56,5	18,8	45,9
	Var. en %	1,4	3,2	9,1	-23,1			
Côte-Nord/ Nouveau-Québec	1985	88,9	55,3	47,8	7,6	62,2	13,7	53,8
	1984	89,8	58,8	48,5	10,4	65,5	17,7	54,0
	Var. en %	-1,0	-6,0	-1,4	-26,9			

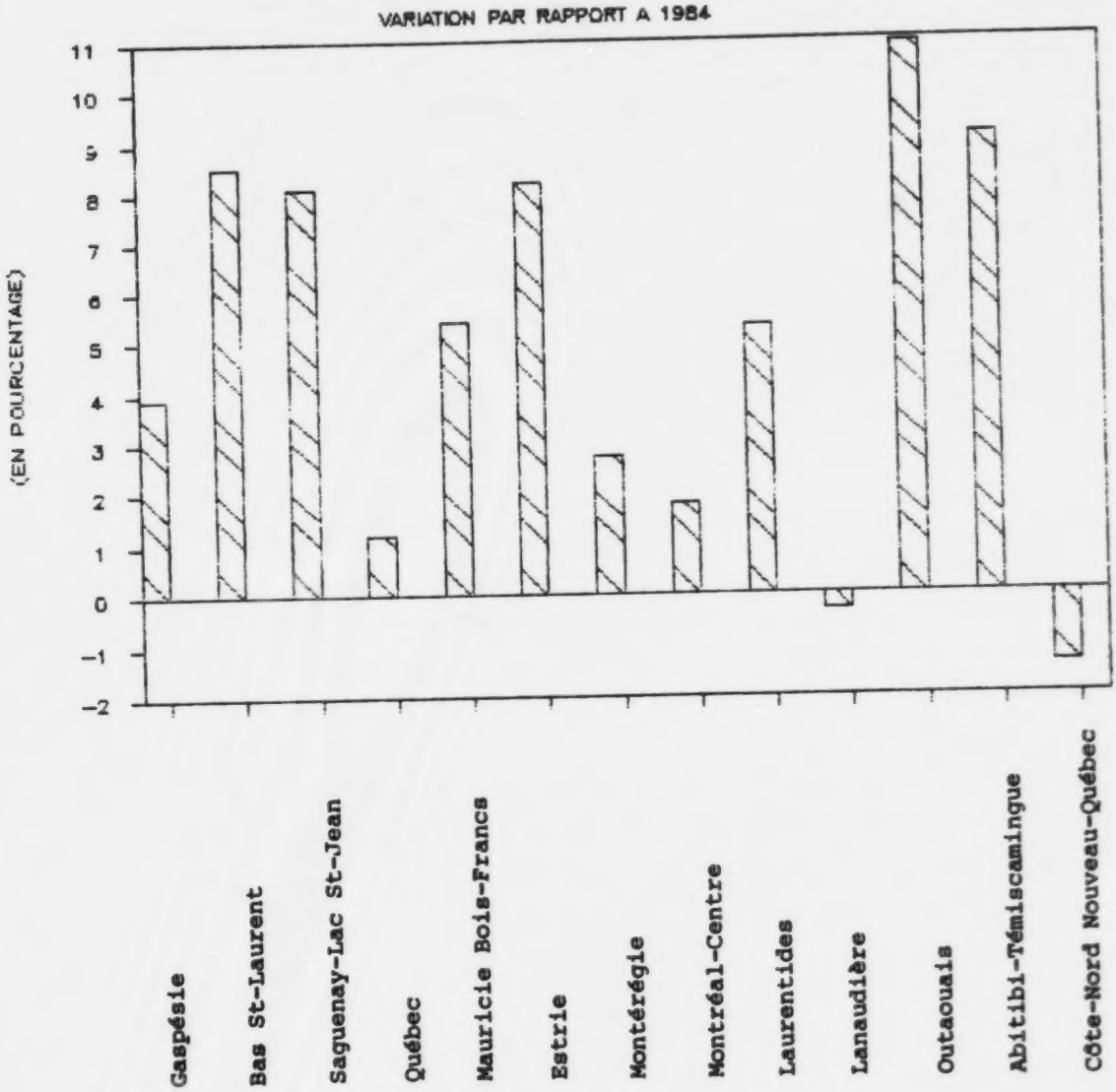
Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active

Note: Ces données peuvent différer légèrement de celles publiées par Statistique Canada à cause des arrondissements.

GRAPHIQUE 7

EMPLOI DANS LES REGIONS DU QUEBEC

VARIATION PAR RAPPORT A 1984



expliquent la baisse de chômage enregistrée dans les autres régions. Le premier a trait à la création d'emplois plus forte que la croissance des personnes actives, c'est le cas des régions du Saguenay-Lac-St-Jean, de la Mauricie-Bois-Francs, de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais. Le deuxième facteur consiste en un retrait de la population active plus important que l'accroissement de l'emploi notamment en Gaspésie, dans Lanaudière et sur la Côte Nord.

Faible création d'emplois à temps plein

Au chapitre de l'emploi, il faut souligner la faible contribution de la grande région montréalaise à la création de postes à temps plein. En effet, seulement 11 000 des 50 000 emplois à temps plein créés au Québec en 1985 se retrouvaient au sein de cette région, soit 22% du total. La progression s'est avérée faible, voire nulle partout, sauf dans la zone des Laurentides, avec une addition d'emplois à temps plein de 5,4%. Il faut aussi ajouter Québec au palmarès des régions peu dynamiques avec un accroissement de 1,2% des effectifs embauchés à temps plein, ce qui représente la totalité des nouveaux emplois créés dans cette région en 1985 (tableau 8).

L'emploi à temps plein a bénéficié de hausses importantes en effectifs surtout en Mauricie-Bois-Francs (12 000), dans l'Outaouais (8 000), dans l'Estrie (7 000), au Saguenay-Lac-St-Jean et dans le Bas-St-Laurent (5 000 chacun). Par contre, la Côte-Nord a subi une diminution de 1 000 postes à temps plein.

L'emploi à temps partiel apparaît comme le grand gagnant, surtout dans les régions de Montréal-Métro et de la Montérégie où la majorité des nouvelles personnes occupées ont été embauchées dans un poste de cette nature (13 000 sur 16 000 dans Montréal-Centre; 9 000 sur 13 000 en Montérégie). Les gains ont aussi été appréciables dans l'Outaouais, au Saguenay-Lac-St-Jean, dans les Laurentides et en Abitibi-Témiscamingue. Dans ces trois dernières régions, et à l'instar de la Gaspésie et de la Côte Nord, les postes à temps partiel constituaient une bonne partie des emplois créés en 1985. D'ailleurs, seule la Mauricie-Bois-Francs

TABLEAU 8

REPARTITION REGIONALE DE L'EMPLOI
A TEMPS PLEIN ET A TEMPS PARTIEL

Région	Emploi à temps plein 1985 (000)	Emploi à temps partiel 1985 (000)	Variation par rapport à 1984	
			Temps plein (000)	T. partiel (000)
Gaspésie	30	5	1	1
Bas-St-Laurent	69	11	5	0
Saguenay-Lac-St-Jean	94	19	5	4
Québec	338	60	4	0
Mauricie-Bois-Francs	157	26	12	-3
Estrie	92	19	7	1
Montérégie	417	73	4	9
Montréal-Centre	812	116	3	13
Laurentides	116	18	4	3
Lanaudière	102	14	0	0
Outaouais	99	14	8	3
Abitibi-Témiscamingue	46	10	3	3
Côte Nord-Nouveau Québec	42	6	-1	1
TOTAL Québec	2 414	391	55	35

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active; compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

a signalé un recul de son personnel affecté à des postes de ce genre. Par contre, l'emploi à temps partiel progressait peu en Estrie, tout en restant stable dans les régions du Bas-St-Laurent, de Québec et de Lanaudière.

L'emploi des femmes a augmenté dans la plupart des régions; il est demeuré toutefois inchangé sur la Côte Nord ainsi que dans la région de Québec et a reculé de 4 000 (8,7%) dans la région des Laurentides. Les femmes ont été embauchées en plus grand nombre surtout dans Montréal-Centre (17 000), en Mauricie-Bois-Francs (8 000), dans l'Outaouais (7000) et la Montérégie (6 000). De plus, l'emploi masculin s'est accru plus fortement que chez les femmes dans seulement trois régions: le Bas-St-Laurent, la Lanaudière et la région de Québec. Signalons, en outre, que la population occupée de sexe masculin diminuait sur la Côte Nord et, dans une moindre mesure, dans Montréal-Centre, alors qu'elle se maintenait en Gaspésie (tableau 9).

Les jeunes: grands perdants en matière d'emploi

Le groupe des 15-24 ans s'avère être le grand perdant en matière d'emploi. En effet, le volume de personnes occupées de cette catégorie d'âge n'a augmenté que dans trois régions, soit au Saguenay-Lac-St-Jean (2 000 ou 9%), dans l'Outaouais (4 000 ou 18%) et dans la région des Laurentides (15 000 ou 21%). Autre fait intéressant: les jeunes, dans cette dernière région, ont largement bénéficié de la création de nouveaux postes de travail, accaparant 5 000 des 7 000 emplois créés dans ce groupe d'âge (tableau 10).

La performance de la grande région de Montréal est particulièrement décevante. Aucun des 16 000 nouveaux emplois recensés dans le Montréal métropolitain n'a profité aux 15-24 ans, alors que les régions de la Montérégie et de Lanaudière ont connu 2 000 personnes occupées de moins chacune au sein de ce groupe d'âge. Globalement, sur les 36 000 emplois créés dans la grande région métropolitaine en 1985, seulement 1 000 ont été ajoutés chez les 15-24 ans.

TABLEAU 9

REPARTITION REGIONALE DE L'EMPLOI SELON LE SEXE

Région	Hommes 1985 (000)	Femmes 1985 (000)	Variation par rapport à 1984			
			Hommes		Femmes	
			(000)	%	(000)	%
Gaspésie	20	15	0	0	2	15,4
Bas-St-Laurent	47	34	5	11,9	2	6,3
Saguenay-Lac-St-Jean	72	40	4	5,8	4	11,1
Québec	234	165	5	2,2	0	0
Mauricie-Bois-Francs	109	74	2	1,9	8	12,1
Estrie	64	47	4	6,7	4	9,3
Montérégie	293	197	7	2,4	6	3,1
Montréal-Centre	522	406	-1	-0,2	17	4,4
Laurentides	84	51	3	3,7	5	10,9
Lanaudière	74	42	4	5,7	-4	-8,7
Outaouais	65	49	4	6,6	7	16,7
Abitibi-Témiscamingue	34	21	2	6,3	2	10,5
Côte Nord-Nouveau Québec	31	17	-1	-3,1	0	0
TOTAL Québec	1 649	1 158	38	2,0	53	5,0

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active; compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

TABLEAU 10

EMPLOI DES 15-24 ANS PAR REGION
VARIATION 1985 PAR RAPPORT A 1984

Région	Emploi 15-24 ans 1984 (000)	Emploi 15-24 ans 1985 (000)	Variation nombre (000)	Variation %
Gaspésie	n.d.	n.d.	-	-
Bas-St-Laurent	n.d.	15	-	-
Saguenay-Lac-St-Jean	23	25	2	9,0
Québec	86	81	-5	-6,0
Mauricie-Bois-Francs	37	34	-3	-8,0
Estrie	23	23	0	0
Montérégie	99	97	-2	-2,0
Montréal-Centre	191	191	0	0
Laurentides	24	29	5	21,0
Lanaudière	22	20	-2	-9,0
Outaouais	22	26	4	18,0
Abitibi-Témiscamingue	13	12	-1	-8,0
Côte Nord-Nouveau Québec	n.d.	n.d.	-	-

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active; compilations spéciales, Direction de la recherche, M.M.S.R.

La situation des jeunes est préoccupante dans d'autres régions. Alors que la Mauricie-Bois-Francs et l'Estrie se sont enrichies dans l'ensemble de 10 000 et de 8 000 emplois respectivement, une baisse de 3 000 personnes occupées chez les moins de 24 ans a été signalée dans la première région, tandis que le nombre de jeunes en emploi est resté inchangé en Estrie par rapport à 1984.

L'Abitibi-Témiscamingue a connu une situation analogue. Ainsi, malgré un accroissement de 4 000 emplois pour l'ensemble des groupes d'âge, un recul de 1 000 personnes occupées âgées entre 15 et 24 ans est enregistré dans cette région. Dans la région de Québec, les jeunes ont subi une baisse d'emplois de 6% (5 000) contre 1% pour toutes les catégories d'âge.

2. L'emploi régional: des situations contrastées

L'économie ayant emprunté une trajectoire de croissance modérée en 1985, l'activité de production a progressé dans la plupart des grandes industries, quoiqu'en général à un rythme plus faible qu'en 1984. La performance des différents secteurs a ainsi une incidence sur l'évolution de l'emploi. Ce dernier s'est accru dans l'agriculture et la construction mais a reculé dans les autres branches du secteur primaire. Le secteur manufacturier a affiché une baisse du nombre d'emplois après un accroissement en 1984. Dans les industries de services, seule l'administration publique a connu une diminution de l'emploi en 1985 (graphique 8).

Repli du secteur des mines et des forêts

L'amélioration de la performance du secteur **agricole** , amorcée en 1984, s'est poursuivie cette année. Les recettes monétaires agricoles, qui comprennent les montants touchés pour la vente des produits par les agriculteurs ainsi que certains paiements versés par les gouvernements, auraient augmenté de 1,5%. Les recettes provenant de la culture seraient en hausse de 12%. Les bonnes conditions climatiques ont favorisé la production accrue des cultures maraîchères notamment dans la Monté-

GRAPHIQUE 8

VARIATION DE L'EMPLOI AU QUEBEC,

PAR SECTEUR, 1985

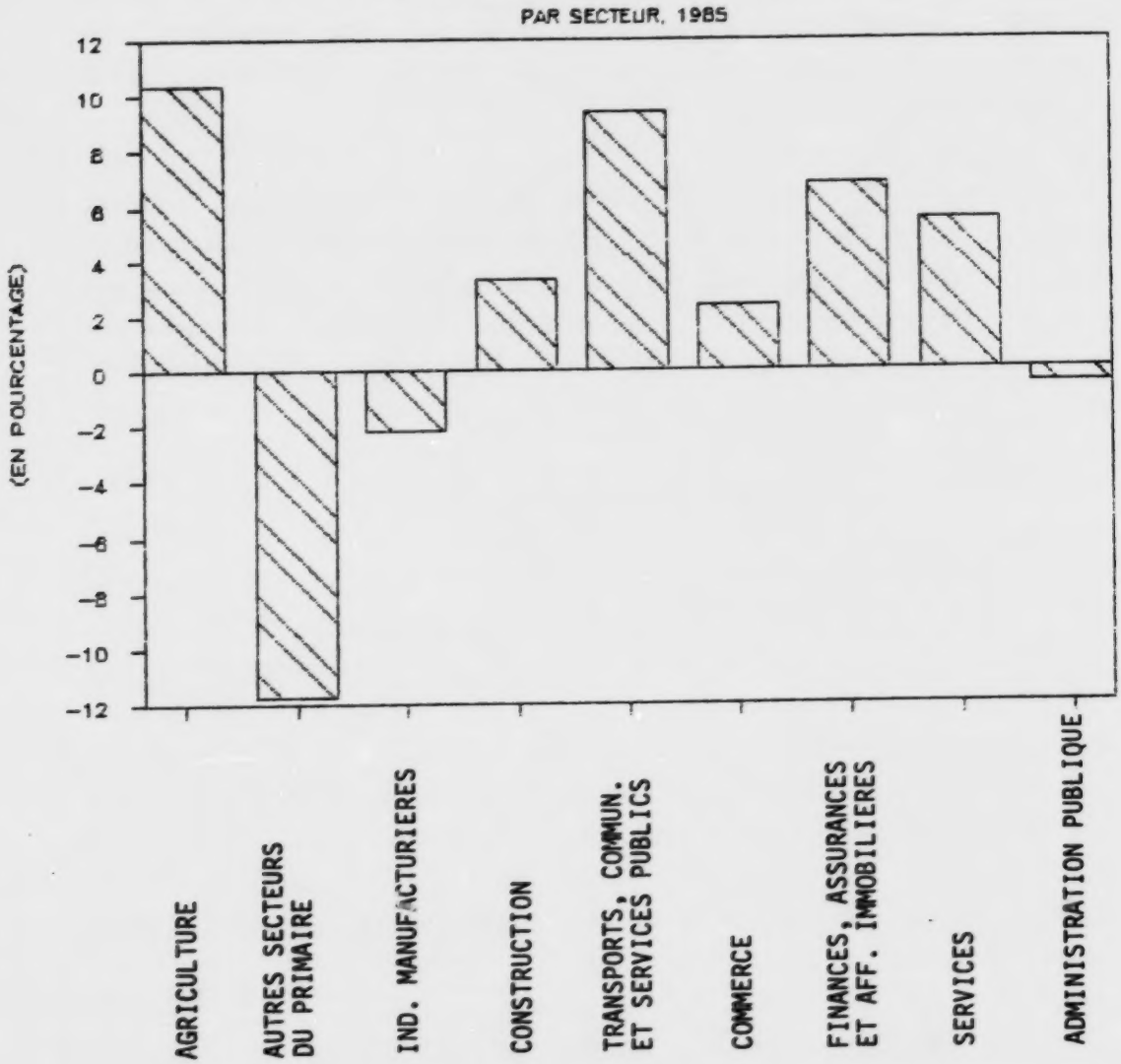


TABLEAU 11

LE SECTEUR PRIMAIRE ET LA CONSTRUCTION AU QUEBEC

	Emploi		Investissements	
	1985 (000)	84/85 %	1985 (millions $)	84/85 %
Agriculture, chasse et pêche	86	7,5	865	1,0
Forêts	19	-9,5	70	5,6
Mines	25	-7,4	614	20,9
Total primaire	130	1,6	1 549	8,3
Construction	126	3,3	464	5,8

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec, 1983-1985.

1985: Prévisions revisées à la mi-année.

régie. Par contre, la culture des betteraves à sucre dans cette région connaît des difficultés. D'autre part, la hausse des prix des céréales a permis une croissance des recettes dans d'autres régions. Quant au bétail et aux produits connexes, une diminution de 1,5% des recettes est enregistrée à cause d'une surproduction de la viande porcine dans les principales régions productrices comme la Montérégie, les Laurentides-Lanaudière et Québec. Ce bilan relativement positif a permis un accroissement de l'emploi agricole de 8 000 (10,4%). Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 9 000 (14,3%) tandis que ceux à temps partiel a baissé de 1 000 (7,1%) en 1985.

La situation des **autres branches du secteur primaire** s'est détériorée l'année dernière et le nombre moyen des emplois a baissé de 6 000 (11,8%). L'industrie **forestière** a fortement bénéficié de la politique gouvernementale qui favorise les travaux de reboisement dans la plupart des régions, maintenant ainsi un certain nombre d'emplois. La modernisation accrue des opérations et la fermeture des quelques scieries ont entraîné une centaine de mises à pied au Saguenay-Lac St-Jean. La longue grève de Domtar à Lebel-sur-Quévillon a causé la fermeture prolongée de trois usines de Forex dans l'Abitibi-Témiscamingue. La région de Québec a affiché une baisse appréciable des emplois à cause notamment de la baisse d'activité dans Charlevoix suite à la modernisation chez Donohue. Une note optimiste provenait de la Gaspésie où l'activité en forêt a connu une relance grâce à la réouverture de certaines scieries et à la mise en oeuvre de "Bois de l'Est" de la société d'Etat Rexfor. Sur la Côte- Nord, l'ouverture de la scierie Boisaco à Sacré-Coeur aura permis une création d'un certain nombre d'emplois en forêt.

L'industrie **minière** a subi des durs coups au cours de l'année, particulièrement dans les mines non-métalliques, tandis que l'emploi dans les mines métalliques atteignait 18 000 personnes, soit une croissance de 20% entre 84 et 85. La faiblesse des prix des métaux continue à affecter la santé économique des régions fortement tributaires du secteur minier comme l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord. En effet, l'activité minière dans l'Abitibi-Témiscamingue a été marquée par la fermeture de la

mine Lamaque au début de l'année (450 emplois). Plusieurs investissements dont la mine Selbaie à Joutel n'ont pas permis la récupération de ces emplois. Par contre, l'activité dans l'exploration aurifère a été intensive au cours de l'année suite à des découvertes d'or et grâce à la hausse du cours de l'or qui permettra enfin une exploitation plus rentable.

Sur la Côte-Nord, c'est la fermeture de Sidbec-Normines à Gagnon avec la mise à pied d'environ 500 travailleurs qui a fait la manchette. Après avoir connu une mauvaise période en 1984 avec le licenciement de 350 travailleurs, le secteur du cuivre dans le Bas St-Laurent a réussi à réembaucher ces travailleurs. La production du sel, avec la mine Seleine, a aussi connu ses meilleures performances en 1985.

L'industrie de l'amiante continue de péricliter entraînant dans son sillage des fermetures d'usines et des pertes d'emplois. En effet, la demande pour l'amiante ne s'est pas redressée de sorte qu'on a assisté à d'autres diminutions dans la production et dans les expéditions de fibres traitées. Les producteurs ont dû continuer à rationaliser leurs opérations et on a assisté à de nouvelles mises à pied. J.M. Asbestos dans l'Estrie a procédé à plusieurs mises à pied temporaires d'une semaine (environ 6 fois) touchant 754 travailleurs et à 203 licenciements permanents. La localité de Thetford-Mines, située dans la région de Québec, a aussi été fortement ébranlée par l'annonce du plan de rationalisation qui entraîne la fermeture de quatre mines sur six et la perte de plus de 700 emplois.

La performance de l'industrie de la **pêche** a été très ordinaire. le nombre d'emplois fournis par les établissements oeuvrant dans ce secteur demeure sensiblement le même que celui de l'an dernier. Un fléchissement des débarquements des espèces de poisson de fond est enregistré alors que les prises de crustacés et de mollusques ont affiché une hausse intéressante. Au niveau de la transformation des produits marins, les activités ont connu une évolution inégale malgré de nombreux inves-

tissements qui visent la modernisation de l'ensemble des usines afin d'augmenter la qualité du produit et de rationaliser la production.

Forte croissance des investissements en construction

Le marché de la **construction** résidentielle a affiché en 1985 une meilleure performance qu'en 1984 avec une hausse de 5 000 emplois (4,1%). Plusieurs régions, en effet, ont signalé un important accroissement des heures travaillées. Grâce au fléchissement des taux d'intérêt hypothécaires, le nombre de mises en chantier a atteint 48 031 au Québec. C'est dans les logements multiples, dans les travaux de transformation et d'amélioration que s'est manifestée la bonne performance de la construction domiciliaire.

En outre, les constructions non-résidentielles ont aussi profité d'une reprise des investissements publics et privés. Les immobilisations publiques sont, pour la plupart, engagées dans la poursuite des travaux d'assainissement des eaux dans plusieurs régions. Dans l'Outaouais, la construction du nouveau Musée de l'Homme est en voie de parachèvement. La construction dans le domaine institutionnel est particulièrement vigoureuse dans les Laurentides-Lanaudière en raison de l'agrandissement de quelques centres hospitaliers dont celui de St-Jérôme et de Lanaudière et de l'érection du palais de justice. Quant à la Montérégie, signalons le début de construction du nouveau palais de justice de Longueuil et la poursuite des travaux de construction de l'hôpital de Châteauguay.

Le dynamisme des investissements a aussi permis à presque toutes les régions du Québec de profiter de l'augmentation de la construction non-résidentielle privée. Dans la région de Montréal-Centre, la construction et la rénovation de nombreux centres commerciaux sont amorcées au cours de l'année 1985, notamment le Carrefour Angrignon, les Cours Mont-Royal et le Faubourg Ste-Catherine. De plus, plusieurs immeubles à bureaux importants sont en voie de parachèvement. C'est le cas de l'édifice La Laurentienne, la tour de l'Industrielle Vie, l'immeuble Windsor et la plaza Alexis Nihon.

Dans les Laurentides-Lanaudière, les travaux de construction chez Bell Hélicoptère ont marqué la construction industrielle dans la région. L'amorce de la construction d'une nouvelle usine de Bellerive Ka"n"da à Mont-Laurier influence aussi favorablement la performance du secteur. Dans la Mauricie-Bois-Francs, l'année 1985 constituait la période de pointe du chantier de l'Aluminerie de Bécancour qui aura retenu les services de plus de 2 000 travailleurs. Plusieurs projets ont été réalisés ou sont en construction dans l'Outaouais, notamment le nouvel hôtel Ramada Inn qui a ouvert ses portes et les Galeries de Maniwaki. Dans l'Abitibi-Témiscamingue, c'est la nouvelle usine de pâte chimico-thermo-mécanique blanchie à Témiscamingue qui retient l'attention. La région de l'Estrie s'est aussi transformée en un véritable chantier de construction avec des projets industriels et commerciaux comme la construction des usines de Domtar et de Kruger et l'expansion des centres commerciaux Carrefour de l'Estrie et Galerie Quatre-Saisons. Par contre, aucun chantier important n'est venu soutenir l'activité sur la Côte-Nord. La fin de l'important chantier de la société Reynolds a fait en sorte que le nombre de personnes occupées a régressé dans l'industrie de la construction dans cette région.

Baisse des effectifs du secteur manufacturier

Le ralentissement de la production manufacturière observé en fin d'année 1984, s'est poursuivi au cours de l'année 1985, entraînant un fléchissement de 12 000 emplois (2,1%) et fixant à 548 000 emplois le nombre de travailleurs dans ce secteur. Ce niveau d'emplois n'a pas encore rejoint celui d'avant la récession (593 000 en 1981), malgré une accélération des dépenses d'investissement et la hausse de la valeur des expéditions manufacturières au cours de 1985. La croissance des immobilisations dans le cycle actuel, contrairement aux cycles antérieurs, a pour but la rationalisation du processus de production en procédant à l'informatisation et à la robotisation du mode de production, éliminant souvent le recours au facteur travail. Par ailleurs, le souci d'améliorer les bilans financiers et la nécessité d'être compétitif commandent

une gestion serrée des coûts d'opération, ce qui a contribué au recul des emplois (graphique 9 et tableau 12).

L'industrie des **aliments et boissons** a été peu dynamique en 1985, enregistrant une hausse modeste des expéditions manufacturières (1,4%) combinée à une légère croissance des investissements de 1,6%. La faible croissance de la demande et le processus de rationalisation ont provoqué une baisse sensible de l'emploi. Le nombre de personnes occupées a chuté de 4 000 pendant l'année. Avec 56 000 postes, le niveau d'emplois est loin du sommet de 71 000 enregistré en 1980.

Dans Montréal-Centre, ce secteur a connu, au premier trimestre de 1985, des difficultés au chapitre de l'emploi. On enregistre des mises à pied chez Nabisco Brand (370 employés) et Seven-Up (250 travailleurs). Les activités de la brasserie Molson ont été sérieusement perturbées pendant près d'un mois lors de la grève déclenchée par les mille travailleurs de cette compagnie. Toutefois, certains projets d'investissement ont quelque peu tempéré les difficultés, particulièrement le début des travaux de construction d'une nouvelle boulangerie par la firme Georges Lanthier et l'annonce des projets d'expansion des compagnies Pepsi-Cola, Orange Maison et Aliments Lesters.

Dans les Laurentides-Lanaudière, le fait saillant demeure sans conteste la centaine de mises à pied entraînée par la fermeture de la compagnie Melchers à Berthierville. Toutefois, les travaux ont été engagés dans la construction à Mirabel d'une usine d'eau minérale (NORA) permettant ainsi des embauches en 1986.

La performance du secteur du **tabac** est quelque peu surprenante. Les expéditions en valeur étaient en hausse, essentiellement attribuables toutefois à l'augmentation du prix de vente suite aux hausses successives de taxes. La modernisation des installations s'est poursuivie avec des dépenses d'immobilisation de l'ordre de 47 millions, une croissance de 5,4%, alors que l'emploi augmente de 1 000, une hausse de 25%. En effet, la Compagnie RJR Mac Donald, située dans Montréal-Centre, a terminé le

GRAPHIQUE 9

EMPLOI MANUFACTURIER AU QUEBEC

VARIATION PAR RAPPORT A 1984

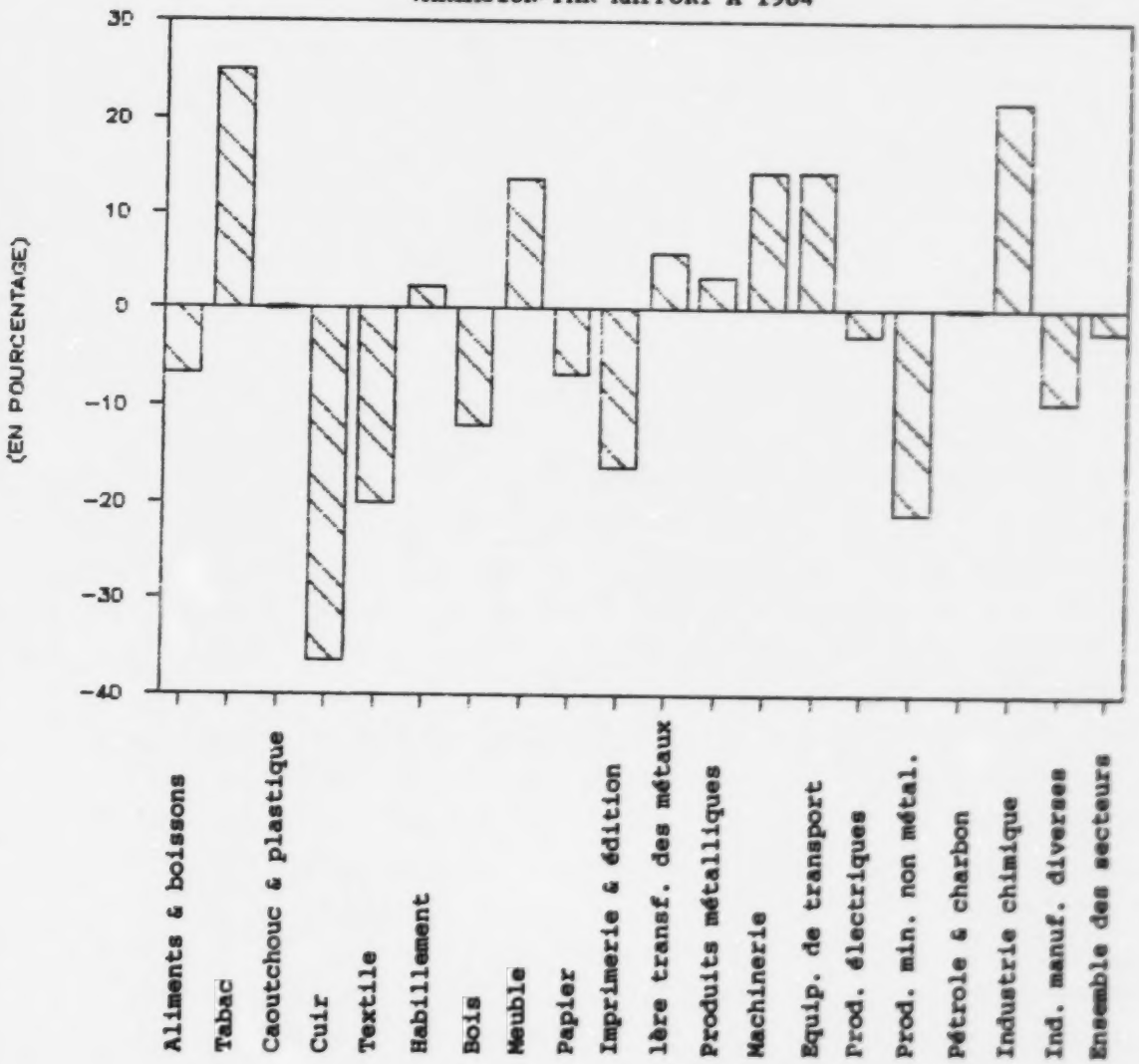


TABLEAU 12

LE SECTEUR MANUFACTURIER AU QUEBEC

GROUPES	EMPLOI		INVESTISSEMENTS		EXPEDITIONS MANUFACTURIERES	
	1985 (000)	84/85 %	(1) 1985 (millions $)	84/85 %	(2) 1985 (millions $)	(3) 84/85 %
Aliments	55	-6,8	345	1,6	834	1,4
Tabac	5	25,0	47	5,4	66	13,3
Caoutchouc et plastique	20	0,0	86	-1,2	115	-4,5
Cuir	7	-36,4	7	1,4	40	-3,1
Textile	24	-20,0	106	-4,6	229	0,7
Habillement	85	2,4	32	-21,7	281	2,7
Bois	29	-12,1	149	13,7	220	6,1
Meuble	25	13,6	17	19,9	91	14,1
Papier	42	-6,7	1 069	42,8	534	5,9
Imprimerie	31	-16,2	73	-17,5	204	5,7
Première transformation des métaux	36	5,9	1 178	23,4	367	1,5
Produits métalliques	31	3,3	97	-21,4	325	18,4
Machinerie	16	14,3	182	75,0	89	24,1
Equipement de transport	40	14,3	214	31,4	408	13,2
Produits électriques	36	-2,7	207	11,4	249	4,3
Produits minéraux non-métalliques	15	-21,1	106	-3,6	111	9,1
Pétrole et charbon	5	0,0	167	0,4	489	-1,4
Industrie chimique	28	21,7	410	13,0	315	4,5
Industries manufac. diverses	19	-9,5	62	49,2	98	5,5
Total manufacturier	548	-2,1	4 913	19,2	5 065	4,9

Note: Investissements: selon la classification des activités économiques de 1970
Emploi et expéditions manufacturières: selon la classification des activités économiques de 1980

(1) 1985: données révisées à la mi-année.
(2) Moyenne de janvier à novembre.
(3) Variation par rapport à la même période l'an dernier.

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec, 1983-1985.

rajeunissement de ses équipements au cours de l'année, ce qui aura exigé des déboursés de 8 millions de dollars. Par contre, les hausses de taxes et les changements des habitudes de consommation risquent d'accélérer le déclin de l'industrie qui entraînera inévitablement des pertes d'emplois. La région de Lanaudière sera grandement touchée par ce déclin puisque 90% de la production québécoise du tabac origine de cette région.

Quant à l'industrie du **caoutchouc et du plastique** , les expéditions ont baissé, de même que les investissements. L'industrie a réussi tant bien que mal à conserver ses emplois. La performance de l'industrie automobile a été favorable à certaines entreprises de la région des Laurentides-Lanaudière. Signalons néanmoins les pertes d'emplois survenues dans la Montérégie suite à la fermeture de Tupperware à Cowansville (170 emplois). Par contre, les projets d'investissement de Scepter Manufacturing (70 emplois) et de Polar Plastic Industries (76 emplois) dans Montréal-Centre sont en voie de réalisation.

Après avoir connu une forte croissance en 1984, l'industrie du **cuir** affiche un véritable recul. Le nombre d'emplois a chuté de 11 000 en 1984 à 7 000 en 1985 (plus de 36,4%). L'emploi de ce secteur dans la région de Québec a régressé d'environ 40% durant la seule année 1985 avec notamment la fermeture de Chaussures St-Georges. Dans Montréal-Centre, une centaine de travailleurs de l'usine de fabrication de patins Daoust-Lalonde ont perdu leur emploi à la fin du quatrième trimestre de 1985. Ce recul est en partie attribuable à la diminution de la demande intérieure et à la libéralisation des quotas d'importation de chaussures. Les ventes des magasins de chaussures n'auront en fait augmenté que de 2% en 1985 contre 8% en 1984.

Les industries de **l'habillement et du textile** sont aux prises avec l'intense concurrence des pays du Tiers-monde et la baisse de la demande. La valeur des expéditions n'a que très peu augmenté et les investissements sont en chute. La survie de ces deux industries semble pour le moins liée à l'adoption de nouvelles technologies visant la réduction des coûts de production, et à leur capacité d'augmenter les exportations de produits de haute qualité vers les Etats-Unis. L'emploi

dans le textile a d'ailleurs fortement baissé (20%). Par contre, la hausse de l'emploi dans l'habillement, quoique peu significative (2 000), est surtout attribuable à l'accroissement de la production qui tend à gonfler les inventaires.

L'emploi dans ces deux secteurs dans Montréal-Centre a accusé un léger recul en 1985. Toutefois, deux projets importants sont initiés, les tours de la mode Chabanel, vaste complexe industriel et commercial de la mode et l'agrandissement des installations de la firme Ballin. Par ailleurs, plusieurs fermetures importantes sont enregistrées particulièrement celle de Tricots Majestic à St-Hyacinthe dans la Montérégie (312 emplois), celle de Dominion Textile dans la région de Québec qui sera définitive en 1986, celle de plusieurs établissements de la compagnie Wabasso à Shawinigan et à Trois-Rivières dans la région de la Mauricie-Bois-Francs et finalement, celle de l'entreprise Camisa dans les Laurentides-Lanaudière avec une centaine de travailleurs licenciés.

La croissance modeste de la construction résidentielle aux Etats-Unis a permis à l'industrie du **bois** d'accroître ses expéditions et ses investissements. En effet, les exportations de bois d'oeuvre auront augmenté de 5% en 1985 par rapport à une croissance de 14% en 1984. D'autre part, en raison d'une baisse de prix reliée à la surcapacité de production en Amérique du Nord, la rentabilité de l'industrie du bois de sciage est menacée. Le nombre d'emplois dans l'industrie accuse d'ailleurs une baisse de 4 000 (12,1%) pour se situer à 29 000 postes.

Dans les Laurentides-Lanaudière, la fermeture de la compagnie Birco à St-Charles de Mandeville a réduit le niveau d'emplois dans le secteur. Par contre, profitant de l'activité intense dans la construction résidentielle, l'industrie du bois dans certaines régions a connu une meilleure croissance. Ainsi, l'Outaouais a bénéficié de la réouverture d'une ancienne entreprise sous le nouveau nom de Les Placages de l'Outaouais. Sur la Côte-Nord, l'ouverture de la scierie Boisaco à Sacré-Coeur aura permis une légère hausse de l'emploi.

En conséquence des efforts déployés pour pénétrer de nouveaux marchés internationaux, avec une hausse de 23% des exportations, et profitant de la hausse modérée dans la construction et du rythme relativement important des dépenses des ménages, la valeur des expéditions dans l'industrie du **meuble** a progressé de 14,1% contre un accroissement de 9% en 1984. Après une baisse l'année précédente, une reprise des investissements est aussi signalée. La bonne performance de l'industrie a ainsi entraîné une augmentation des effectifs pour atteindre un total de 25 000 personnes. Dans Montréal-Centre, l'entreprise Ilco Unicam a annoncé la modernisation de son usine avec 60 emplois nouveaux.

Quant à l'industrie des **pâtes et papier** , la croissance est demeurée relativement bonne, une hausse d'environ 3% comparée à 22 % en 1984, malgré une baisse notable des exportations. Les livraisons totales n'auront augmenté que de 5,9% par rapport à 13%. De plus, les investissements effectués dans le cadre de la modernisation de l'industrie ont pour effet de réduire les besoins en main-d'oeuvre par le remplacement de la machinerie. Le niveau de l'emploi qui s'est établi à 50 000 personnes avant la récession, a encore fléchi pour se situer à 42 000. Cette baisse d'emplois s'est d'ailleurs répercutée dans plusieurs régions. Signalons toutefois, l'implantation de la firme Novapak, fabricant de contenants d'emballage, à Buckingham dans l'Outaouais, qui résultera en une création de 141 emplois additionnels.

Après une forte croissance en 1984 où l'emploi a atteint un sommet de 37 000 postes, l'industrie de **l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes** a connu une chute de 16,2%. Les investissements ont aussi connu des déboires accusant une diminution de l'ordre de 17,5%, après d'importantes hausses des dépenses d'immobilisations en 1984. Cette difficulté de croissance s'explique d'ailleurs par plusieurs facteurs notamment la saturation du marché, la prépondérance des petits établissements, le développement des ateliers appartenant aux grandes compagnies et la concurrence d'autres media d'information.

Le rythme de croissance de l'industrie de la **première transformation des métaux** s'est ralenti au cours de l'année avec une augmentation bien modeste de 2 000 emplois. Les exportations du cuivre et d'autres métaux ont fortement reculé en raison du niveau élevé du dollar

et de la forte concurrence des producteurs des pays en voie de développement. De plus, étant donné la faible demande et la surproduction de l'aluminium sur le marché mondial, les livraisons de ce produit ont baissé.

Les projets d'investissements de l'Alcan dans le Saguenay-Lac St-Jean sont d'ailleurs reportés, alors que l'évolution économique sur la Côte-Nord est stimulée par l'ouverture de nouvelles installations de la société Reynolds à Baie-Comeau. Dans Montréal-Centre, l'emploi a régressé suite aux licenciements effectués par Alcan International (70 employés). D'autre part, grâce à la vigueur de l'industrie automobile et de la construction non-résidentielle, les livraisons de l'industrie sidérurgique étaient en légère hausse. Notons toutefois la mise à pied de 76 employés par Sidbec-Dosco à Montréal.

Stimulée par l'existence de certains grands travaux industriels, l'industrie des **produits métalliques** voit sa situation se redresser avec une hausse de 18,4% des expéditions. Malgré cette croissance, l'emploi n'a que très légèrement augmenté, totalisant 31 000 personnes contre 30 000 en 1984. Dans Montréal-Centre, ce secteur a eu sa part de mauvaises nouvelles tout au long de l'année 1985: l'arrêt des opérations de l'usine de la Dominion Lock en février (250 employés) a été suivi par la fermeture de deux usines de la compagnie Stelco (510 employés) et de l'usine Coronet Régal (114 employés) devenue effective au cours du dernier trimestre de 1985. Les projets d'agrandissement entrepris par trois fabricants de produits métalliques, soit Cadres Columbia, Industries Henri Mitchell et Groupe Sécurité CM, amèneront la création de près de 150 emplois.

Tout comme l'industrie de la fabrication des produits métalliques, l'industrie de la **fabrication des machines** a profité de la progression relativement rapide des investissements industriels. La valeur des expéditions et les investissements se sont accrus considérablement et se sont répercutés sur l'emploi dont le nombre a été en hausse de 2 000 (14,3%). Ainsi, la société Hymac dans Montréal-Centre entend compléter un projet d'expansion qui devrait générer 120 nouveaux emplois, tandis

que les investissements de Dopplemayer Ltée et de Hydraulique et pneumatique de St-Eustache dans les Laurentides contribueront à rehausser le niveau de l'emploi du secteur dans la région. Toutefois, le niveau de 16 000 postes est loin d'avoir atteint le sommet de 28 000 emplois de 1980.

L'importante hausse des ventes d'automobiles a fait bénéficier l'industrie **de l'équipement de transport** en 1985. La valeur des livraisons a augmenté de 13,2%, particulièrement des pièces et des accessoires d'automobiles. Les exportations des fabricants d'avions et d'équipements d'aéronautique ont quelque peu ralenti. Toutefois, la bonne performance de la production de l'industrie s'est traduite par une augmentation des emplois de l'ordre de 5 000 postes (10,3%).

Dans les Laurentides-Lanaudière, l'usine de Bell Hélicoptère doit amorcer ses activités de production durant le premier semestre de 1986; quelques centaines de travailleurs devraient se joindre aux quelques 250 employés entrés en fonction à la fin de 1985. Le sous-secteur de l'automobile a généré 170 emplois au cours de l'année, suite à l'implantation à St-Jérôme d'une usine spécialisée dans la fabrication de sièges d'automobile. D'autres travaux d'agrandissement d'une usine qui fabrique des tableaux de bord contribueront à relever l'emploi du plus important secteur manufacturier de la région. Chez GM à Boisbriand, l'emploi est demeuré stable.

De plus, la concrétisation de l'implantation de l'entreprise Vittforge, spécialisée dans la fabrication de pièces d'automobiles, procurera tout près de 70 emplois aux travailleurs de la région. Par ailleurs, l'usine GM de St-Eustache qui est spécialisée dans la fabrication d'autobus a dû, vers la fin de la dernière année, réduire sa production de moitié. A plus long terme, l'arrivée de Hyundai dans la Montérégie pourrait s'avérer un tonique pour plusieurs entreprises de la région des Laurentides-Lanaudière.

Le secteur de l'équipement de transport dans la région de Québec a traversé une année mouvementée. Le chantier maritime Lauzon, a vu son activité baisser rapidement avec la fin de la construction du dernier traversier pour CN Maritime. Après avoir craint un moment que le contrat de Bombardier pour le métro de New-York ne soit compromis, les derniers résultats de tests ont permis à la compagnie de retrouver son rythme de production normal et de reprendre les quelques 200 travailleurs qui avaient été licenciés temporairement.

Dans Montréal-Centre, les derniers mois de l'année 1985 ont été assombris par la cessation des activités de l'usine de fabrication de pièces automobiles de SKD Technologie (260 employés) et de celle de la Canadian Steel Wheel (130 employés), fabricant de roues de wagons. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence la perte du contrat des frégates canadiennes par la compagnie Versatile Vickers et la décision de MLW-Bombardier d'arrêter la fabrication de locomotives de fret; deux décisions qui risquent d'avoir de sérieuses répercussions sur les travailleurs de ces compagnies en 1986. Finalement, un seul projet d'investissement important (180 emplois) s'est concrétisé dans cette industrie dans Montréal-Centre, soit celui de Rolls-Royce. On se rappellera que cette compagnie a commencé le remplacement de certains équipements servant à vérifier les moteurs dont elle assure l'entretien.

Le ralentissement des exportations du matériel de télécommunication et la faiblesse de la demande intérieure ont affecté la croissance de l'industrie des **produits électriques** . La valeur des expéditions n'a avancé que de 4,3% par rapport à une augmentation de 15% en 1984. Cette situation s'est soldée par une diminution des effectifs du secteur de 37 000 à 36 000 cette année, malgré le dynamisme dont ont fait preuve un grand nombre d'entreprises.

En effet, dans Montréal-Centre, la compagnie Paramax, le plus important sous-traitant dans la construction des frégates canadiennes, a inauguré son complexe de recherche et de mise au point des systèmes électroniques et de combat des frégates, ce qui a nécessité l'embauche d'en-

viron 400 travailleurs hautement spécialisés et des investissements de $20 millions. De son côté, CAE Electronique a décidé d'agrandir de nouveau ses installations requises pour la fabrication de simulateurs de vol pour avions commerciaux. Dans le domaine de la bureautique, il faut retenir plus particulièrement le dévoilement d'un projet de recherche et de modernisation de l'ordre de $28,8 millions par la société Systèmes d'informatique Philips qui représente à lui seul 265 emplois additionnels d'ici la fin de 1987. Plusieurs autres entreprises telles Matrox Electronic, Marconi Canada et Circo Craft, ont aussi entrepris des travaux de modernisation ou d'agrandissement.

Cette industrie n'a toutefois pas échappé aux licenciements collectifs. En raison des baisses de production, Telecom Canada et Triplex Ingénierie dans Montréal-Centre ont mis à pied respectivement 595 et 150 employés. La division d'Aylmer de Northern Telecom dans l'Outaouais a aussi procédé à deux séries de mises à pied qui se sont soldées par la perte d'environ 200 emplois. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence la fermeture de l'usine Philips de Trois-Rivières.

L'industrie des **produits non-métalliques** semble connaître de sérieuses difficultés, tant au chapitre de la demande qu'au niveau des prix. L'emploi a suivi, alors que 6 000 travailleurs ont perdu leur emploi réduisant les effectifs à 15 000 personnes.

Quant à l'industrie des **produits du pétrole et du charbon** , les effets de la fermeture des raffineries commencent à se faire sentir à la fin de l'année 1985. La valeur des livraisons a diminué, les investissements se font rares et le niveau de l'emploi, bien qu'il demeure inchangé, risque de subir un recul important en 1986.

C'est l'industrie pétrolière qui a fait le plus parler d'elle en 1985 dans Montréal-Centre. En septembre, la compagnie Gulf Canada faisait part de sa décision de fermer sa raffinerie de Montréal-Est à la fin de 1985, mettant ainsi 450 emplois en péril. La raffinerie et le réseau de distribution de Gulf ont été finalement acquis par Ultramar, qui sem-

ble avoir la ferme intention de maintenir la raffinerie fermée. Même si les raisons invoquées pour expliquer cette fermeture sont parfois nébuleuses et contradictoires, force est de constater la disparition presque certaine de plusieurs centaines d'emplois dans ce secteur névralgique pour l'économie de la région. Encouragée en quelque sorte par la fermeture d'une raffinerie concurrente, la compagnie Shell Canada a annoncé son intention d'investir $100 millions à sa raffinerie de Montréal-Est, dont $80 millions pour la construction d'une nouvelle unité de craquage catalytique. Dans la région de Québec, l'acquisition de Gulf par Ultramar a permis la consolidation des activités qui favorise un fort accroissement de l'emploi.

Malgré les difficultés rencontrées par l'industrie pétrochimique, l'industrie **chimique** a connu une croissance modérée grâce surtout à l'industrie pharmaceutique qui compte pour le quart du PIB de ce groupe industriel. Les dépenses d'immobilisations se sont d'ailleurs accrues de 13% pour atteindre 410 millions de dollars. Dans la région de Québec, l'industrie chimique a connu une progression remarquable avec une augmentation du tiers de son niveau d'emplois grâce notamment à l'usine de traitement de purin du ministère de l'Environnement et à l'usine de méthanol de Biosyn.

Les décisions gouvernementales survenues au cours de l'année 1985 quant à l'avenir de la pétrochimie québécoise, viennent mettre fin à l'incertitude qui pesait sur l'industrie chimique de la région de Montréal. Les subventions consenties par les deux paliers de gouvernement, en plus d'assurer la survie de Pétromont pour les prochaines années, tracent maintenant la voie au projet d'usine de fractionnement de liquides de gaz naturel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip). Ces bonnes nouvelles ont cependant été assombries par l'annonce de la fermeture prochaine de l'usine lavalloise de BASF Canada, spécialisée dans la fabrication des alcools-oxo et du styroport (165 employés). Par ailleurs, le sous-secteur des produits pharmaceutiques a été la principale source de nouveaux emplois dans l'industrie chimique, grâce à la fin des travaux des centres de recherche de Bio-Méga et de

Bio-Recherche et à la poursuite des travaux engagés par les firmes Johnson & Johnson et Ayerst.

Dans l'Outaouais, Erco de Buckingham a affecté environ $38 millions en 1985 à l'agrandissement et à la modernisation de son usine fabriquant des produits servant aux secteurs des pâtes et papier (chlorate de sodium) et de l'agro-alimentaire (phosphate). Toutefois, cet investissement n'aura permis que le maintien de 27 emplois qui, autrement, auraient été perdus.

Forte progression des effectifs du tertiaire

Poursuivant la forte progression amorcée en 1984, le secteur des services a enregistré au cours de l'année une performance remarquable qui s'est traduite par un accroissement de 88 000 emplois nouveaux (4,6%). Ce secteur accapare d'ailleurs une importance de plus en plus grande dans l'activité économique au Québec (tableau 13).

Stimulées par la croissance économique, les industries des **transports, communications et services d'utilité publique** ont vu leur nombre d'emplois augmenter de 19 000 (9,4%). Le nombre de personnes occupées dans les transports et l'entreposage s'est accru sensiblement suite à l'activité additionnelle dans le domaine du transport des marchandises et à l'accumulation des stocks, tandis que les exportations de l'électricité ont contribué à accroître les emplois dans ce sous-secteur de 3 000. Toutefois, le Canadien National dans la région montréalaise a procédé à la mise à pied de plus de 360 de ses employés au cours de l'année, suite à la restructuration de ses activités et à la diminution du trafic de fret.

Le secteur **commercial** a continué de connaître une progression notable en 1985. En effet, la valeur des ventes au détail au Québec aura augmenté de 10% l'année dernière, particulièrement dans les biens dura-

TABLEAU 13

LE SECTEUR TERTIAIRE AU QUEBEC

	Emploi		Investissements	
	1985 (000)	84/85 %	1985 (millions $)	84/85 %
Transports	123	7,0	1 311	-9,1
Communications	66	10,0	1 057	7,1
Electricité, gaz et eau	31	10,7	2 271	-4,3
Commerce	491	2,3	526	6,1
Finances, ass. et affaires immob.	156	6,8	879	37,2
Services commerciaux et personnels	446	12,3	1 402	14,4
Services médicaux, sociaux et enseignement	491	13,1	-	-
Adm. publique	195	-0,5	3 566 (2)	9,4
Total	1 999	4,6	11 012	5,6

(1) Investissements: selon la classification des activités économiques de 1970
Emploi: selon la classification des activités économiques de 1980

(2) Comprend les investissements dans les services médicaux, sociaux et dans l'enseignement.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec, 1983-1985.

bles comme les articles ménagers et les voitures neuves. Toutefois, étant donné les ventes plus modestes des autres biens de consommation, l'embauche dans le commerce de détail a subi une légère diminution (4 000 emplois). Le commerce de gros a contribué à la création de 16 000 nouveaux postes. Ces résultats s'expliqueraient par la constitution des inventaires en vue de satisfaire la demande éventuelle des ménages. Dans l'Outaouais, le secteur du commerce de détail qui a fourni 13% des emplois régionaux, a connu une très bonne année. La venue prochaine de Eaton à Gatineau contribuera sans doute à réduire les fuites commerciales que subit la région au profit d'Ottawa.

Par ailleurs, beaucoup de commerces nouveaux apparaissent dans les centres-villes et les centres commerciaux de la région du Bas St-Laurent-Gaspésie. C'est ainsi qu'ont vu le jour un centre d'achats à Trois-Pistoles et un projet d'un second centre commercial à Matane. Le commerce a aussi démontré une vigueur soutenue dans la région de Montréal-Centre avec l'amorce de la construction et de la rénovation de nombreux centres commerciaux au cours de la dernière année, notamment le Carrefour Angrignon, les Cours Mont-Royal et le Faubourg Sainte-Catherine.

Pour une troisième année consécutive, les effectifs du secteur des **finances, assurances et affaires immobilières** se sont accrus. En 1985, la hausse est de 6,8% (10 000 emplois) grâce à la forte activité du marché boursier et à la fermeté du marché de la revente des maisons, alors que les institutions financières n'ont connu qu'une faible hausse de leur nombre d'employés. Les activités dans le secteur des services immobiliers ont été grandement à la hausse en 1985 dans Montréal. Plusieurs immeubles à bureaux importants sont en voie de parachèvement. C'est le cas de l'édifice La Laurentienne, de la tour de l'Industrielle-Vie, de l'immeuble Windsor et de la Plaza Alexis Nihon.

Moins touchés par la récession, les services **socio-culturels, commerciaux et personnels** ont connu de nouveau un rythme de croissance de l'emploi relativement rapide avec 49 000 travailleurs nouveaux pour un total jamais égalé de 937 000 emplois. La bonne performance d'autres

industries a permis au secteur des services aux entreprises d'accroître ses effectifs de 15 000 (14,7%). De plus, étant donné l'augmentation du revenu personnel disponible, la demande pour différents types de services a fait hausser le nombre d'emplois, notamment dans l'hébergement et la restauration et dans les services médicaux et sociaux.

Dans la région du Bas St-Laurent-Gaspésie, la saison 1985 fut intéressante à plusieurs égards. Quelques congrès nationaux, dont celui de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (1 000 participantes) et celui des directeurs de caisse populaire (400 participants), concrétisent en 1985 le rôle de Rimouski dans le domaine de l'hébergement et de la restauration. Des augmentations du nombre de visiteurs de l'ordre de 20% dans le Bas St-Laurent et de 15% aux Iles-de-la-Madeleine sont révélatrices d'un regain d'activité dans le domaine touristique. La fréquentation du parc du Bic et du Centre d'interprétation du saumon de l'Atlantique dépasse les prévisions. En Gaspésie, le bilan demeure plus modeste. L'évènement majeur est toutefois le projet de développement de 22 millions de dollars piloté par la communauté Micmac de Restigouche, qui mettra l'accent sur l'histoire, la culture et le patrimoine et contribuera à l'embauche de 200 personnes pendant sa réalisation.

Dans les Laurentides-Lanaudière, le domaine de l'enseignement, a été marqué en 1985 par l'inauguration de l'Institut d'ordinique à Ste-Thérèse. D'autres projets pourraient à court et moyen terme stimuler l'embauche dans l'enseignement, particulièrement les projets relatifs à l'implantation d'une école privée à Saint-Jérôme et d'un centre provincial de foresterie sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Dans l'hébergement et la restauration et les divertissements et loisirs, l'industrie du ski alpin, particulièrement importante dans cette région, a constitué le fer de lance de la croissance en 1985.

Dans le secteur des services fournis aux entreprises et aux personnes, plusieurs entreprises de l'Outaouais ont pris de l'expansion et d'autres se sont nouvellement installées. La firme ACDE Systèmes graphiques de Hull a embauché 26 personnes de plus en 1985, afin d'accroître

ses activités de recherche menant à la mise au point de logiciels pour la conception assistée par ordinateurs (CAO). Le secteur touristique aura connu en 1985 une activité fébrile avec de nouvelles infrastructures touristiques (Hôtel Ramada Inn, pourvoiries améliorées, nouveaux restaurants et bars). L'ouverture prochaine du Musée de l'Homme à Hull, contribuera à attirer plus de touristes dans la région et procurera du même coup plus d'emplois.

L'année touristique 1985 a été un peu meilleure que celle de 1984 dans la région de Québec, notamment avec la visite du pape, du président Reagan et du secrétaire-général des Nations-Unies. De plus, l'ajout du secteur fortifié de Québec sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, devrait consolider ces retombées sur plusieurs années.

Dans le secteur récréo-touristique, d'importants efforts ont été entrepris pour améliorer les facilités d'accueil, principalement dans le domaine du ski et de l'hébergement au Mont Ste-Anne et dans Stoneham-Tewksberry. Le développement du secteur du Vieux-Port s'est poursuivi avec l'ouverture de la nouvelle gare intermodale, la construction du Musée de la civilisation et les premiers travaux de prolongement du Mail centre-ville. Les secteurs de l'enseignement, de la recherche et de la haute technologie sont en croissance, avec l'extension du réseau de bibliothèques publiques et la création de nouveaux centres de recherche dans les domaines forestier et de la biomasse. Les bases de la "vallée de l'optique" devraient se concrétiser en 1986.

L'essor de l'industrie des services aux entreprises s'est poursuivi à un rythme rapide au cours de la dernière année dans Montréal-Centre. Le grand nombre de projets d'investissement en cours ou en voie de réalisation, les contrats importants décrochés à l'étranger par les firmes de génie-conseil et les besoins d'assistance de plus en plus nombreux des entreprises sont autant de facteurs qui expliquent la performance de l'industrie des services aux entreprises.

L'industrie de l'hébergement et de la restauration, sous l'impulsion des expositions "Ramsès II et son temps" et "Picasso", a bénéficié de l'augmentation substantielle du nombre de touristes dans la région. Ces derniers pouvaient également profiter des nouvelles installations de l'Aqua-parc, érigées au coût de 5 millions de dollars.

Enfin, fidèle à la poursuite des programmes de restriction des dépenses publiques, le nombre d'emplois dans **l'administration publique** continue de baisser, en particulier dans l'administration fédérale et locale alors que l'administration provinciale a connu un gain de 6 000 emplois entre 1984 et 1985, probablement du à l'embauche des effectifs occasionnels.

PERSPECTIVES POUR 1986

1. Conjoncture économique incertaine

Les perspectives économiques pour 1986 ne devraient pas se démarquer sensiblement du modèle de reprise lente et hésitante, étant donné les déséquilibres persistants dans l'économie mondiale. En 1986, la croissance du PNB réel de l'ensemble des pays membres de l'OCDE demeurerait inchangée à 2,75% par rapport à l'année 1985.[1] (tableau 14)

Les perspectives de l'économie américaine, selon cet organisme, seraient plus intéressantes avec un taux de croissance du PNB de 2,75%. Le consensus exprimé par d'autres organismes de prévision[2] fait état d'une hausse de 3,2% du PNB combinée à un taux de chômage de 7% et à un taux d'inflation de 3,8%. Dû à un taux d'endettement élevé et à un niveau d'épargne très faible, un ralentissement des dépenses de consommation est prévu. Toutefois, grâce au repli relatif du cours du dollar par rapport aux autres monnaies, les produits américains seront beaucoup plus compétitifs et entraîneront des répercussions favorables sur la balance commerciale. De plus, l'orientation de la politique budgétaire pourrait cesser d'être expansionniste à cause de la volonté du Congrès de réduire l'important déficit.

A l'instar des Etats-Unis, la reprise économique au Canada depuis 1982 fut beaucoup moins instable et le ralentissement de la croissance fut aussi plus modéré. Selon les prévisions de plusieurs organismes consultés par les Affaires,[3] la croissance du PNB réel au Canada ralentirait de nouveau pour atteindre 3,5% en 1986. Bien que la situation financière des ménages canadiens soit plus reluisante que celle des voisins du Sud, la hausse des impôts annoncée freinera la croissance des dépenses de consommation au Canada. Les investissements des entreprises contribueraient à compenser pour la baisse de la consommation. L'inflation se situerait à un niveau de 4,2% et le marché du travail s'améliorerait très marginalement avec un taux moyen de chômage de 9,9% en 1986.

---

1. OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1985.
2. Business Week, december 30, 1985.
3. Les Affaires, 25 janvier 1985.

TABLEAU 14

PROJECTIONS DE L'O.C.D.E. 1986

Pays	PNB (1)	Emploi (1)	Taux de chômage (%)
Etats-Unis	2,75	1,75	7,25
Japon	3,50	1,00	2,75
Canada	3,00	2,25	9,75
O.C.D.E. Europe	2,25	0,25	11,00
Ensemble de l'O.C.D.E.	2,75	1,00	8,25

(1) Variation en pourcentage par rapport à 1985

Source: Perspectives économiques de l'O.C.D.E., décembre 1985

TABLEAU 15

INDICATEURS DE LA POPULATION ACTIVE, QUEBEC 1986
VARIATION PAR RAPPORT A 1985

	Conference Board janvier 86 (%)	Caisse de dépôt décembre 85 (%)	Banque Royale automne 85 (%)
Population active	3,1	-	1,3
Emploi	4,0	2,7	1,5
Taux de chômage (niveau)	11,0	10,9	11,8

2. Croissance modeste de l'économie québécoise en 1986

Selon les résultats de prévision de différents organismes (Conference Board, Banque Royale et la Caisse de dépôt et placement du Québec), la performance de l'économie québécoise sera semblable à celle du Canada avec un taux de croissance du PIB réel provincial d'environ 3,1%. Ce recul par rapport à une croissance de 3,9% en 1985 aura des répercussions sur le rythme de création d'emplois qui atteindrait 2,3% ce qui signifie que le taux de chômage devrait fléchir à 11,1% en 1986 (tableau 15).

Au chapitre des revenus, le chômage élevé et la situation budgétaire des gouvernements et des entreprises limitera probablement la montée des salaires. Ce ralentissement du revenu personnel, combiné à des changements fiscaux des budgets fédéral et provincial, freinera les dépenses de consommation. Quant aux investissements, le marché résidentiel poursuivra sa reprise mais à un rythme plus modéré, étant donné la faible hausse du revenu personnel et l'incertitude concernant les taux d'intérêt. Les investissements industriels devraient connaître une croissance assez soutenue; l'amélioration des bénéfices des entreprises et leur souci de rationaliser les opérations pour augmenter leur productivité et devenir plus concurrentielles sont autant de facteurs qui expliquent la vigueur des investissements industriels.

3. Perspectives régionales

La poursuite de la reprise en 1986 se fera de nouveau de façon inégale au niveau régional. Sur la Côte-Nord, le secteur minier demeurera anémique, à cause notamment du niveau élevé des stocks et de la baisse des prix des métaux. Dans le secteur manufacturier, la société Reynolds procédera à quelques mises à pied suite à la fermeture de son usine de réparation de cuves. Toutefois, les travaux au chantier de Manic V visant l'accroissement de la puissance électrique, la construction d'un pénitencier à Port Cartier, les rénovations à l'usine d'ITT Rayonnier et le redressement de l'industrie du bois permettraient une modeste augmentation de l'emploi dans la région.

Dans l'Abitibi-Témiscamingue, la faiblesse des prix des métaux continue à décourager l'exploration minière dans le cuivre et le zinc. L'exploration aurifère maintiendrait son dynamisme affiché en 1985. De plus, la réouverture de l'entreprise Forex et l'entrée en production de la nouvelle papetière Tembec au cours de l'été devraient favoriser un rétablissement de l'emploi manufacturier régional.

La réalisation des projets majeurs dans le Bas-St-Laurent- Gaspésie notamment la relance de la papeterie de Matane par les sociétés Saubrugs de Norvège, Rexfor et possiblement Fraser, l'implication de Québécor dans l'addition d'une troisième machine à papier chez F.F. Soucy de Rivière-du-Loup et la relance d'ITT Rayonnier (Côte-Nord) autour de Papiers Cascades et Rexfor, serait de nature à relancer le domaine du bois et de sa transformation.

L'année 1986 en sera une de consolidation dans le Saguenay-Lac-St-Jean pendant laquelle le nombre d'emplois n'augmenterait que très légèrement. La stabilisation relative du marché de l'aluminium permettra à l'Alcan de limiter considérablement les pertes d'emplois. Par ailleurs, aucun investissement majeur ne viendra soutenir l'industrie de la construction de la région.

Dans la région Mauricie-Bois-Francs, c'est la mise en production de l'Aluminerie de Bécancour qui contribuera à relever le niveau d'emplois du secteur manufacturier et de la construction résidentielle. La bonne performance économique favoriserait une croissance intéressante des effectifs du secteur tertiaire.

La réduction des effectifs et des dépenses préconisée par les gouvernements fédéral et québécois risque de porter ombrage à la croissance des régions de Québec et de l'Outaouais qui sont grandement dépendantes du secteur public. Dans l'Outaouais, l'année 1986 a débuté sur une mauvaise note avec la fermeture de deux entreprises. D'autre part, le niveau d'activité du secteur de la construction maritime dans la région de Québec est à son plus bas. La rationalisation de la produc-

tion de l'industrie des pâtes et papier ne permettrait pas une hausse de l'emploi. Par contre, la reprise de la production chez Bombardier des wagons pour le métro de New-York, la forte activité du secteur des logements locatifs, due au taux de vacance très bas, et les retombées dans le domaine touristique favoriseront une certaine augmentation de l'emploi.

Tout comme dans la région de Québec, l'avenir de l'industrie de l'amiante dans l'Estrie dépendra des recommandations de l'Organisation internationale du travail sur l'utilisation de l'amiante en juin 1986. De plus, le renouvellement des accords du Gatt et l'abolition des quotas d'importation des chaussures auront des répercussions sur les industries du textile et du cuir respectivement.

La croissance de l'emploi serait encourageante dans les Laurentides-Lanaudière. Dans l'équipement de transport, l'usine de Bell Hélicoptère devrait amorcer ses activités de production. Mentionnons aussi la concrétisation du projet d'implantation d'une usine de panneaux de bois à Mont-Laurier et plusieurs projets d'investissements concernant l'industrie du ski alpin à St-Sauveur, à Ste-Adèle. Par contre, la prévision de la demande américaine moins vigoureuse pour l'automobile n'appelle guère à l'optimisme pour ce sous-secteur.

Par ailleurs, l'année 1986 marquera le début des travaux importants dans la Montérégie notamment l'usine Hyundai à Bromont. Plusieurs projets en gestation pourraient connaître un dénouement en 1986 soit l'usine de production de gaz, l'usine de chlorure de vinyle et le projet de serres commerciales.

Dans Montréal-Centre, l'évolution du secteur manufacturier serait déterminée par la performance des industries électriques et électroniques et du domaine aéronautique. En effet, plusieurs investissements dans la modernisation et l'agrandissement des usines sont prévus. De plus, le gouvernement fédéral a annoncé des investissements de l'ordre de 875 millions de dollars qui créeront environ 2 500 emplois pour les

prochaines années, notamment la mise au point de moteurs d'avions à Pratt & Whitney et les contrats à Spar Aerospatiale. Notons toutefois la fermeture de Gulf dans le secteur pétrolier et celle de Novatel Communications dans le domaine électronique.

L'activité dans la construction non-résidentielle serait en hausse avec la concrétisation des projets de la Maison des Coopérants et de la place Montréal-Trust, sans oublier celui du complexe commercial du Centre Eaton qui représenteront plus de 350 millions de dollars d'investissements dans le centre-ville de Montréal. Par ailleurs, dans le domaine des services, on peut mentionner l'ouverture en 1986 du Centre de recherche en biotechnologie dans la ville de Mont-Royal et du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ).

Par contre, le projet du Parc de l'exploitation agricole est abandonné par le gouvernement qui impose aussi un moratoire sur la réalisation du Musée d'Art contemporain et de la salle de l'Orchestre symphonique de Montréal.

ANNEXE

TABLEAU A.1

LA POPULATION ET LA POPULATION ACTIVE
PAR GROUPE D'AGE AU QUEBEC

ANNEE/ MOIS	POPULATION				POPULATION ACTIVE			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	4 522	1 233	1 703	1 586	2 647	731	1 198	718
1976	4 610	1 249	1 743	1 617	2 689	730	1 247	711
1977	4 684	1 258	1 778	1 648	2 760	743	1 291	726
1978	4 742	1 260	1 808	1 674	2 839	755	1 340	744
1979	4 810	1 260	1 850	1 700	2 897	768	1 381	748
1980	4 882	1 255	1 899	1 728	2 988	785	1 434	769
1981	4 945	1 240	1 948	1 758	3 040	774	1 501	765
1982	4 996	1 212	2 001	1 783	2 998	719	1 514	765
1983	5 039	1 177	2 053	1 809	3 069	717	1 574	778
1984	5 074	1 139	2 101	1 835	3 123	706	1 642	775
1985	5 115	1 103	2 151	1 862	3 181	697	1 709	775
Données mensuelles de 1985								
Janvier	5 096	1 119	2 128	1 849	3 023	642	1 629	751
Février	5 098	1 116	2 132	1 851	3 054	647	1 649	759
Mars	5 102	1 114	2 136	1 853	3 100	657	1 677	765
Avril	5 106	1 110	2 141	1 855	3 118	646	1 686	786
Mai	5 110	1 108	2 145	1 857	3 211	708	1 722	781
Juin	5 113	1 105	2 149	1 860	3 283	771	1 723	788
Juillet	5 117	1 101	2 153	1 863	3 297	807	1 718	772
Août	5 121	1 099	2 157	1 865	3 284	782	1 731	771
Septembre	5 125	1 095	2 161	1 869	3 194	669	1 746	778
Octobre	5 128	1 092	2 165	1 871	3 198	677	1 739	783
Novembre	5 132	1 090	2 169	1 873	3 220	681	1 749	790
Décembre	5 136	1 087	2 173	1 876	3 188	677	1 740	772

Source: Statistique Canada, La population active, cat.71-529 et 71-001 et CANSIM.

TABLEAU A.2

L'EMPLOI ET LE CHOMAGE
PAR GROUPE D'AGE AU QUEBEC

ANNEE/ MOIS	EMPLOI				CHOMAGE			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	2 434	629	1 127	678	214	102	71	41
1976	2 456	617	1 166	673	233	113	81	38
1977	2 476	611	1 187	679	284	133	104	47
1978	2 530	616	1 225	690	308	139	115	54
1979	2 619	643	1 275	702	278	126	107	46
1980	2 694	650	1 325	719	294	135	109	51
1981	2 726	639	1 371	716	314	135	130	50
1982	2 584	553	1 332	700	413	166	183	65
1983	2 642	553	1 381	708	427	164	193	70
1984	2 722	566	1 450	706	400	139	191	69
1985	2 805	571	1 526	707	376	126	183	68
Données mensuelles de 1985								
Janvier	2 631	509	1 437	685	392	134	192	66
Février	2 667	520	1 457	690	387	126	192	69
Mars	2 667	521	1 464	682	433	136	213	84
Avril	2 726	523	1 498	705	392	123	188	81
Mai	2 826	576	1 538	712	385	132	184	69
Juin	2 899	620	1 556	722	383	150	167	66
Juillet	2 949	681	1 551	718	348	127	167	55
Août	2 938	667	1 559	712	346	115	172	59
Septembre	2 844	557	1 572	716	350	113	175	63
Octobre	2 841	558	1 564	718	358	118	175	64
Novembre	2 849	564	1 564	720	372	117	185	70
Décembre	2 817	561	1 554	701	371	116	186	71

Source: Statistique Canada, La population active, cat.71-529 et 71-001 et CANSIM.

TABLEAU A.3

LE TAUX D'ACTIVITE ET LE TAUX DE CHOMAGE
PAR GROUPE D'AGE AU QUEBEC

ANNEE/ MOIS	TAUX D'ACTIVITE (%)				TAUX DE CHOMAGE (%)			
	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
1975	58,5	59,3	70,4	45,3	8,1	14,0	5,9	5,6
1976	58,3	58,5	71,5	44,0	8,7	15,5	6,5	5,4
1977	58,9	59,1	72,6	44,0	10,3	17,9	8,1	6,4
1978	59,9	59,9	74,1	44,5	10,9	18,4	8,6	7,3
1979	60,2	61,0	74,7	44,0	9,6	16,4	7,7	6,1
1980	61,2	62,5	75,5	44,5	9,8	17,2	7,6	6,6
1981	61,5	62,4	77,1	43,5	10,3	17,4	8,7	6,5
1982	60,0	59,3	75,7	42,9	13,8	23,1	12,1	8,4
1983	60,9	60,9	76,7	43,0	13,9	22,8	12,2	9,1
1984	61,5	62,0	78,1	42,3	12,8	19,8	11,7	9,0
1985	62,2	63,2	79,5	41,6	11,8	18,1	10,7	8,8
Données mensuelles de 1985								
Janvier	59,3	57,4	76,6	40,6	13,0	20,8	11,8	8,8
Février	59,9	57,9	77,3	41,0	12,7	19,5	11,6	9,1
Mars	60,8	59,0	78,5	41,3	14,0	20,7	12,7	10,9
Avril	61,1	58,2	78,8	42,4	12,6	19,0	11,2	10,3
Mai	62,8	63,9	80,3	42,0	12,0	18,7	10,7	8,8
Juin	64,2	69,8	80,2	42,4	11,7	19,5	9,7	8,4
Juillet	64,4	73,3	79,8	41,4	10,6	15,7	9,7	7,1
Août	64,1	71,2	80,3	41,3	10,6	14,7	9,9	7,7
Septembre	62,3	61,1	80,8	41,6	11,0	16,9	10,0	8,0
Octobre	62,4	61,9	80,3	41,8	11,2	17,5	10,1	8,2
Novembre	62,8	62,5	80,6	42,2	11,5	17,2	10,6	8,9
Décembre	62,1	62,3	80,1	41,2	11,6	17,1	10,7	9,2

Source: Statistique Canada, La population active, publications 71-529 et 71-001 et CANSIM.

TABLEAU A.4

EMPLOI A TEMPS PLEIN ET A TEMPS PARTIEL
SELON LE SEXE ET L'AGE, QUEBEC

	Temps plein					Temps partiel				
	H	F	15-24	25-44	45-64	H	F	15-24	25-44	45-64
1975	1 533	728	554	1 068	603	58	115	75	59	31
1976	1 525	749	533	1 109	604	56	126	85	57	32
1977	1 516	752	520	1 117	600	65	143	91	70	38
1978	1 524	777	523	1 144	603	64	164	93	81	46
1979	1 566	799	534	1 187	617	74	179	109	88	48
1980	1 580	840	531	1 230	629	81	193	119	95	50
1981	1 567	853	507	1 262	626	92	214	133	110	53
1982	1 465	805	416	1 221	606	95	219	137	111	55
1983	1 473	825	408	1 255	604	102	242	145	126	61
1984	1 502	862	410	1 324	598	109	249	156	127	61
1985	1 530	883	406	1 376	604	117	274	166	150	63
Mensuel 85										
Janvier	1 433	811	337	1 293	585	117	270	172	144	58
Février	1 433	842	349	1 307	592	126	266	172	150	58
Mars	1 431	846	351	1 316	584	118	272	170	148	59
Avril	1 466	864	360	1 346	600	121	275	163	152	65
Mai	1 538	893	405	1 393	607	124	272	171	145	67
Juin	1 600	919	461	1 414	617	116	264	159	142	67
Juillet	1 663	953	544	1 421	624	100	234	137	130	53
Août	1 647	952	525	1 433	616	98	240	141	126	59
Septembre	1 567	876	395	1 411	609	114	287	162	161	65
Octobre	1 546	874	386	1 395	609	119	301	172	169	66
Novembre	1 543	882	381	1 398	615	125	298	183	166	62
Décembre	1 496	886	376	1 388	592	131	304	185	166	71

Source: Statistique Canada, La population active, publication 71-529 et CANSIM.

TABLEAU A.5

EMPLOI PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE AU QUEBEC
(en milliers)

	Agriculture	Autres primaires	Ind. manu-facturières	Bâtiments et trav.publics	Transp. comm. et autres services publics	Commerce	Finances, ass. et aff. immob.	Services	Adm. publique
1975	70	48	586	136	231	400	118	674	172
1976	74	48	589	145	214	411	120	688	167
1977	71	48	560	143	204	428	134	706	182
1978	72	53	571	135	224	422	133	741	178
1979	68	54	605	123	241	440	125	776	187
1980	78	49	619	115	230	452	151	812	187
1981	79	54	593	125	230	468	140	844	195
1982	77	43	542	113	218	441	134	832	185
1983	80	48	533	116	212	457	143	858	197
1984	77	51	560	122	202	480	146	888	196
1985	85	45	548	126	221	491	156	937	195
Données mensuelles de 1985									
Janvier	88	34	528	93	198	464	148	891	187
Février	85	36	523	91	203	465	146	924	194
Mars	83	35	521	92	206	475	155	917	183
Avril	83	36	525	107	210	495	159	929	184
Mai	87	43	547	132	219	499	155	947	197
Juin	94	48	561	138	237	500	161	970	200
Juillet	87	53	571	148	236	516	171	957	209
Août	91	57	573	149	233	503	166	958	206
Septembre	85	52	556	146	238	495	157	927	190
Octobre	84	52	557	146	230	485	150	945	189
Novembre	83	49	559	142	225	500	150	940	201
Décembre	81	45	556	124	220	499	153	942	198

Source: Statistique Canada, La population active, cat.71-529 et CANSIM

TABLEAU A.6

EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE

QUEBEC

	Aliments et boissons	Habillement	Textile	Bois	Meuble	Papier	Imprim. et édition	Transf. des métaux	Prod. métall.	Machines	Equip. de transp.	Prod. élect.	Minéraux non-métall.
1975	59	87	39	27	22	51	32	31	38	21	38	34	17
1976	64	89	36	26	22	50	28	40	38	19	39	32	16
1977	67	81	28	29	25	39	33	36	34	17	37	33	16
1978	70	81	31	28	24	46	34	32	32	20	39	31	16
1979	63	87	38	34	24	50	32	36	39	22	40	35	19
1980	71	83	37	31	23	50	35	38	39	24	40	37	20
1981	63	83	34	33	23	49	32	41	41	22	40	32	16
1982	57	73	31	26	21	48	35	38	34	18	38	31	15
1983	65	81	29	27	23	43	34	33	30	18	35	29	13
1984	59	83	30	33	22	45	37	34	30	14	35	37	19
1985	56	85	24	29	25	42	31	36	31	16	40	36	15
Données mensuelles de 1985													
Janvier	47	68	21	22	20	45	42	35	28	17	35	33	16
Février	47	71	23	21	21	43	39	35	27	17	37	32	17
Mars	46	74	19	24	25	41	37	35	27	17	37	33	16
Avril	48	81	20	27	27	39	35	36	26	15	40	29	15
Mai	53	90	23	33	31	37	31	40	32	15	36	32	14
Juin	60	96	23	33	27	42	27	39	33	14	42	35	13
Juillet	66	94	24	33	26	45	24	40	35	13	41	39	15
Août	62	98	22	34	25	48	25	40	33	12	42	42	15
Septembre	57	97	27	32	23	42	22	37	33	12	42	35	14
Octobre	59	84	29	30	24	40	28	34	32	17	42	37	15
Novembre	60	82	27	30	22	41	31	32	32	19	45	38	18
Décembre	58	82	25	31	23	39	31	30	32	20	45	41	15

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active.

TABLEAU A.6 (suite)

EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE

QUÉBEC

	Ind. chimique	Comm.de gros	Comm.de détail	Finances	Assu-reurs	Services immobiliers	Ens. & serv. annexes	Services médicaux & sociaux	Org. cultu-elles	Divert. et loi-sirs	Serv. aux entrep.	Serv. pers.	Héberg. et res-tauration
1975	23	110	290	64	29	25	186	186	26	20	70	50	95
1976	30	106	305	66	26	28	179	189	22	24	74	51	109
1977	27	113	315	72	26	36	190	185	28	26	73	52	110
1978	26	110	312	74	26	33	186	199	33	27	76	58	115
1979	28	114	328	66	24	35	190	210	25	28	89	57	132
1980	33	119	333	81	29	41	189	226	29	28	89	65	138
1981	28	119	349	75	30	35	203	232	26	31	97	66	142
1982	27	113	328	70	31	34	187	242	21	30	94	70	137
1983	25	115	342	75	29	39	182	232	35	30	98	79	150
1984	23	114	367	75	28	44	189	245	43	30	102	77	145
1985	28	128	363	76	33	47	199	265	27	32	117	85	151
Données mensuelles de 1985													
Janvier	32	116	348	74	31	44	201	247	31	29	115	84	131
Février	30	116	348	72	31	43	203	263	31	32	118	89	134
Mars	29	125	349	73	34	48	208	258	27	28	114	88	136
Avril	30	131	363	77	35	47	210	259	26	27	122	82	141
Mai	28	126	373	79	33	43	206	264	30	27	115	88	153
Juin	28	131	369	84	32	45	203	278	29	34	112	84	164
Juillet	26	134	383	82	38	51	184	280	24	35	119	78	168
Août	28	133	370	82	33	51	182	278	25	37	120	78	168
Septembre	30	135	359	78	32	47	193	266	26	29	117	81	153
Octobre	28	129	356	71	34	46	200	268	26	34	119	88	153
Novembre	26	133	367	71	32	47	196	264	23	36	120	89	154
Décembre	25	124	376	74	32	47	202	256	22	37	118	92	158

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active.

TABLEAU A.7

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE LA GASPESIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	86	32	26	6	37,5	20,1	29,9
Février	86	34	27	8	39,7	22,1	31,0
Mars	86	40	28	12	46,7	30,8	32,3
Avril	86	41	27	13	47,2	33,3	31,5
Mai	86	48	34	14	55,6	28,5	39,8
Juin	86	53	42	11	62,2	20,9	49,2
Juillet	86	57	45	13	66,6	21,9	52,0
Août	86	53	42	12	62,2	22,2	48,4
Septembre	86	51	38	14	59,7	27,0	43,6
Octobre	86	49	35	14	57,3	28,0	41,2
Novembre	86	43	30	14	50,5	31,7	34,5
Décembre	86	39	28	11	45,7	27,8	33,0
Moyenne annuelle	86	45	33	12	52,6	26,1	38,9
1985							
Janvier	86	43	30	13	50,0	30,7	34,7
Février	86	41	31	9	47,3	22,8	36,5
Mars	86	40	30	10	46,6	24,8	35,0
Avril	86	41	33	8	48,2	19,6	38,7
Mai	86	46	38	8	53,9	18,1	44,1
Juin	86	47	40	7	55,1	15,8	46,4
Juillet	86	46	41	5	53,6	10,6	48,0
Août	86	48	39	8	55,4	17,3	45,9
Septembre	86	43	35	8	50,0	18,8	40,6
Octobre	86	42	34	7	48,3	17,1	40,0
Novembre	86	42	35	8	49,2	17,9	40,3
Décembre	86	40	32	8	46,0	20,0	36,8
Moyenne annuelle	86	43	35	8	50,3	19,3	40,6

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.8

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DU BAS ST-LAURENT

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	165	82	67	16	50,0	18,9	40,6
Février	165	82	68	14	49,8	17,1	41,3
Mars	165	84	68	15	50,8	18,4	41,5
Avril	165	84	67	17	50,8	20,1	40,5
Mai	165	90	75	15	54,3	16,3	45,4
Juin	166	94	79	15	56,6	16,2	47,4
Juillet	166	100	87	13	60,3	13,3	52,3
Août	166	96	83	13	58,0	13,5	50,1
Septembre	166	92	80	12	55,6	13,4	48,1
Octobre	167	87	77	11	52,5	12,2	46,1
Novembre	167	84	71	12	50,3	14,8	42,9
Décembre	167	83	70	13	49,8	15,4	42,1
Moyenne annuelle	166	88	74	14	53,2	15,7	44,9
1985							
Janvier	167	88	67	21	52,7	23,7	40,2
Février	167	87	71	16	52,3	18,7	42,5
Mars	168	90	68	22	53,5	24,1	40,6
Avril	168	92	72	20	54,7	22,0	42,7
Mai	168	97	81	16	58,0	16,9	48,2
Juin	168	103	87	16	61,4	15,8	51,7
Juillet	168	106	92	14	62,7	13,1	54,5
Août	169	106	96	10	62,9	9,7	56,8
Septembre	169	102	89	13	60,2	12,8	52,5
Octobre	169	99	85	15	58,7	14,6	50,1
Novembre	169	97	83	14	57,1	14,2	49,0
Décembre	169	94	76	18	55,7	19,5	44,9
Moyenne annuelle	168	97	80	16	57,5	16,9	47,8

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.9

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985
REGION DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	228	115	91	24	50,6	20,9	40,0
Février	228	119	94	25	52,2	21,3	41,0
Mars	228	119	96	23	52,2	19,7	41,9
Avril	229	118	95	23	51,4	19,4	41,4
Mai	229	126	103	23	55,1	18,6	44,8
Juin	229	132	111	21	57,6	15,6	48,6
Juillet	230	132	115	17	57,6	13,1	50,0
Août	230	129	111	18	56,0	14,0	48,2
Septembre	230	130	113	17	56,5	13,1	49,1
Octobre	231	126	111	15	54,6	12,2	47,9
Novembre	231	122	106	16	53,0	12,9	46,1
Décembre	231	119	101	18	51,6	15,2	43,7
Moyenne annuelle	229	124	104	20	54,0	16,2	45,3
1985							
Janvier	231	123	106	17	53,0	13,7	45,7
Février	232	119	103	16	51,4	13,3	44,5
Mars	232	125	104	21	53,9	16,5	45,0
Avril	232	122	103	19	52,6	15,6	44,4
Mai	233	130	108	23	56,0	17,4	46,3
Juin	233	136	116	20	58,5	14,6	50,0
Juillet	233	141	118	24	60,5	16,7	50,4
Août	233	139	122	16	59,4	11,7	52,5
Septembre	234	135	119	16	57,9	11,8	51,0
Octobre	234	138	117	21	58,9	14,9	50,1
Novembre	234	139	119	20	59,3	14,6	50,7
Décembre	235	136	113	23	57,9	16,8	48,2
Moyenne annuelle	233	132	112	20	56,6	14,8	48,2

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.10

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE QUEBEC

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	718	411	357	54	57,3	13,2	49,7
Février	718	423	369	53	58,8	12,6	51,4
Mars	719	427	374	53	59,4	12,5	52,0
Avril	719	433	384	49	60,3	11,3	53,4
Mai	719	452	405	48	62,9	10,5	56,3
Juin	719	457	413	44	63,5	9,6	57,4
Juillet	720	464	425	39	64,5	8,4	59,1
Août	720	464	418	46	64,5	9,9	58,1
Septembre	721	448	398	50	62,2	11,1	55,3
Octobre	721	441	399	42	61,2	9,5	55,4
Novembre	721	445	396	49	61,7	11,1	54,9
Décembre	721	430	390	39	59,6	9,2	54,1
Moyenne annuelle	720	441	394	47	61,3	10,7	54,8
1985							
Janvier	722	424	379	45	58,7	10,6	52,5
Février	722	426	385	41	59,0	9,7	53,3
Mars	722	426	383	43	59,0	10,0	53,1
Avril	722	429	388	41	59,4	9,5	53,8
Mai	723	432	391	41	59,7	9,4	54,1
Juin	723	445	405	41	61,6	9,1	56,0
Juillet	723	444	408	35	61,3	7,9	56,5
Août	724	447	412	36	61,8	8,0	56,9
Septembre	724	444	404	40	61,3	8,9	55,8
Octobre	724	448	410	38	61,9	8,6	56,6
Novembre	725	453	414	39	62,5	8,7	57,1
Décembre	725	443	404	39	61,1	8,8	55,7
Moyenne annuelle	723	438	398	40	60,6	9,1	55,1

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.11

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985
REGION DE LA MAURICIE-BOIS-FRANCS

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	355	190	158	32	53,5	16,8	44,5
Février	355	194	159	35	54,7	17,9	44,9
Mars	355	200	165	35	56,3	17,4	46,5
Avril	356	201	171	30	56,5	14,7	48,2
Mai	356	206	176	30	57,8	14,4	49,5
Juin	357	221	190	31	62,0	14,1	53,2
Juillet	357	217	189	28	60,8	12,8	53,0
Août	357	210	181	29	58,8	13,8	50,7
Septembre	358	206	176	30	57,7	14,6	49,3
Octobre	358	205	178	27	57,2	13,1	49,7
Novembre	359	201	174	27	56,0	13,4	48,5
Décembre	359	191	161	30	53,1	15,8	44,7
Moyenne annuelle	357	203	173	30	57,0	14,9	48,6
1985							
Janvier	359	194	163	30	53,9	15,7	45,4
Février	359	197	168	29	54,8	14,8	46,7
Mars	360	203	171	32	56,4	15,8	47,5
Avril	360	206	179	27	57,3	13,2	49,7
Mai	361	216	193	24	59,9	10,9	53,4
Juin	361	220	195	26	61,0	11,6	53,9
Juillet	362	224	194	30	62,0	13,4	53,7
Août	362	226	191	35	62,4	15,4	52,8
Septembre	362	214	183	30	59,0	14,2	50,6
Octobre	363	210	184	26	57,9	12,5	50,7
Novembre	363	214	185	29	58,9	13,4	51,0
Décembre	364	212	185	27	58,3	12,6	50,9
Moyenne annuelle	361	211	183	29	58,5	13,6	50,5

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.12

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE L'ESTRIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	198	111	95	16	56,4	14,7	48,1
Février	198	113	95	17	56,9	15,2	48,2
Mars	198	115	95	20	58,3	17,6	48,0
Avril	198	112	93	19	56,3	16,8	46,9
Mai	198	117	102	15	56,8	12,9	51,2
Juin	199	121	105	16	61,0	13,3	53,0
Juillet	199	122	109	12	61,2	10,0	55,1
Août	199	123	109	14	61,9	11,3	54,9
Septembre	199	120	108	11	60,0	9,5	54,3
Octobre	199	120	110	10	60,4	8,6	55,2
Novembre	199	119	107	11	59,6	9,6	53,9
Décembre	200	114	105	9	57,2	8,0	52,6
Moyenne annuelle	199	117	103	14	59,0	12,2	51,8
1985							
Janvier	200	116	100	16	57,9	13,6	50,0
Février	200	118	102	16	59,3	13,9	51,0
Mars	200	119	101	18	59,5	14,8	50,7
Avril	200	121	104	17	60,3	14,0	51,8
Mai	200	125	113	13	62,6	10,1	56,3
Juin	201	128	114	14	64,0	10,9	57,1
Juillet	201	128	118	10	63,8	8,1	58,6
Août	201	129	119	10	64,3	7,6	59,4
Septembre	201	128	117	11	63,6	8,4	58,2
Octobre	201	129	118	12	64,3	8,9	58,6
Novembre	201	128	116	13	63,7	10,0	57,4
Décembre	202	125	112	13	62,3	10,4	55,8
Moyenne annuelle	201	125	111	13	62,1	10,8	55,4

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.13

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE LA MONTEREGIE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	818	509	442	66	62,2	13,0	54,1
Février	819	514	443	71	62,7	13,8	54,1
Mars	819	521	455	66	63,6	12,6	55,6
Avril	820	528	463	65	64,4	12,3	56,4
Mai	821	542	474	68	66,1	12,6	57,8
Juin	821	550	488	62	66,9	11,2	59,4
Juillet	822	560	505	54	68,1	9,7	61,5
Août	823	552	501	50	67,0	9,1	60,9
Septembre	824	553	498	55	67,2	10,0	60,4
Octobre	825	547	491	56	66,4	10,3	59,5
Novembre	825	543	482	60	65,7	11,1	58,4
Décembre	826	537	483	54	65,1	10,1	58,5
Moyenne annuelle	822	538	477	61	65,4	11,3	58,1
1985							
Janvier	826	516	453	63	62,5	12,2	54,9
Février	827	520	457	63	62,9	12,2	55,2
Mars	828	535	465	70	64,6	13,0	56,2
Avril	828	553	487	65	66,7	11,8	58,8
Mai	829	564	509	54	68,0	9,6	61,4
Juin	830	569	513	56	68,6	9,8	61,9
Juillet	831	563	516	47	67,8	8,4	62,1
Août	832	569	516	53	68,5	9,4	62,1
Septembre	833	547	499	48	65,7	8,8	59,9
Octobre	833	549	491	58	65,9	10,5	58,9
Novembre	834	542	488	53	64,9	9,8	58,6
Décembre	835	541	486	55	64,9	10,2	58,3
Moyenne annuelle	830	547	490	57	65,9	10,5	59,0

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.14

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE MONTREAL

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	1660	1037	898	139	62,5	13,4	54,1
Février	1660	1046	905	141	63,0	13,5	54,5
Mars	1660	1049	908	140	63,2	13,4	54,7
Avril	1661	1030	895	135	62,0	13,1	53,9
Mai	1661	1041	904	137	62,7	13,2	54,4
Juin	1662	1049	913	136	63,2	13,0	55,0
Juillet	1663	1050	934	116	63,2	11,0	56,2
Août	1663	1042	923	119	62,7	11,4	55,5
Septembre	1664	1017	897	120	61,2	11,8	53,9
Octobre	1665	1045	919	126	62,8	12,1	55,2
Novembre	1665	1048	923	126	63,0	12,0	55,4
Décembre	1662	1045	920	125	62,8	12,0	55,3
Moyenne annuelle		1042	912	130	62,7	12,5	54,8
1985							
Janvier	1665	1020	897	123	61,3	12,1	53,9
Février	1665	1036	898	138	62,2	13,3	53,9
Mars	1666	1049	898	151	63,0	14,4	53,9
Avril	1666	1038	912	126	62,3	12,1	54,7
Mai	1667	1071	932	140	64,3	13,0	55,9
Juin	1667	1091	955	136	65,4	12,5	57,3
Juillet	1668	1096	971	125	65,7	11,4	58,2
Août	1668	1078	961	118	64,6	10,9	57,6
Septembre	1669	1051	925	126	63,0	12,0	55,4
Octobre	1670	1050	926	123	62,9	11,8	55,5
Novembre	1670	1063	927	136	63,7	12,8	55,5
Décembre	1671	1055	930	126	63,2	11,9	55,6
Moyenne annuelle	1668	1058	928	131	63,5	12,3	55,6

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.15

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DES LAURENTIDES

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	242	141	121	20	58,4	14,5	49,9
Février	243	148	124	24	61,0	16,1	51,1
Mars	243	143	124	19	59,0	13,5	51,0
Avril	243	140	119	22	57,7	15,3	48,9
Mai	243	141	125	16	58,1	11,3	51,5
Juin	244	149	134	15	61,3	10,3	55,0
Juillet	244	150	137	13	61,5	8,8	56,0
Août	244	146	129	17	59,9	11,7	52,9
Septembre	245	149	133	16	61,0	10,7	54,4
Octobre	245	148	129	19	60,5	12,8	52,8
Novembre	245	147	127	20	59,8	13,6	51,7
Décembre	246	142	126	16	57,7	11,4	51,1
Moyenne annuelle	244	146	127	18	59,7	12,5	52,2
1985							
Janvier	246	142	124	18	57,9	12,9	50,4
Février	246	151	135	16	61,4	10,4	55,0
Mars	247	148	127	21	60,2	14,4	51,5
Avril	247	149	127	22	60,3	14,8	51,4
Mai	247	151	128	23	61,2	15,2	51,9
Juin	248	158	137	21	63,8	13,5	55,2
Juillet	248	159	142	17	64,2	10,7	57,3
Août	248	155	135	21	62,6	13,2	54,3
Septembre	249	153	135	18	61,5	11,9	54,2
Octobre	249	153	135	19	61,5	12,3	54,0
Novembre	249	159	143	16	63,8	10,0	57,4
Décembre	250	158	141	16	63,1	10,3	56,6
Moyenne annuelle	248	153	134	19	61,8	12,4	54,1

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.16

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE LANAUDIERE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	201	127	113	14	63,1	10,9	56,2
Février	201	130	115	14	64,5	11,0	57,4
Mars	201	132	119	13	65,4	9,7	59,0
Avril	202	133	120	12	65,7	9,4	59,5
Mai	202	133	120	14	66,1	10,2	59,4
Juin	202	139	123	16	68,7	11,4	60,9
Juillet	203	134	116	18	66,1	13,6	57,1
Août	203	136	117	18	66,8	13,4	57,8
Septembre	203	131	112	19	64,5	14,7	55,0
Octobre	204	131	113	18	64,1	13,6	55,3
Novembre	204	128	112	15	62,5	12,0	55,0
Décembre	204	127	114	13	61,9	10,0	55,7
Moyenne annuelle	203	132	116	15	64,9	11,7	57,4
1985							
Janvier	205	124	111	13	60,4	10,4	54,1
Février	205	121	109	12	59,1	9,7	53,3
Mars	205	125	109	15	60,7	12,4	53,1
Avril	206	125	110	15	60,5	12,0	53,3
Mai	206	130	116	13	62,9	10,2	56,5
Juin	206	132	116	16	63,9	11,9	56,3
Juillet	207	132	120	12	63,7	8,8	58,1
Août	207	133	123	9	64,0	7,0	59,5
Septembre	208	129	119	11	62,3	8,4	57,1
Octobre	208	134	123	11	64,2	8,1	59,0
Novembre	208	132	119	13	63,3	9,8	57,1
Décembre	209	131	115	16	62,7	12,4	54,9
Moyenne annuelle	207	129	116	13	62,3	10,1	56,0

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.17

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985

REGION DE L'OUTAOUAIS

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	187	114	100	14	61,0	12,3	53,5
Février	187	116	100	17	62,2	14,4	53,2
Mars	187	118	101	17	62,9	14,3	53,9
Avril	187	112	98	14	59,7	12,3	52,3
Mai	188	124	103	21	66,1	16,8	55,0
Juin	188	122	106	16	65,0	13,4	56,3
Juillet	188	122	107	15	64,8	12,0	57,1
Août	188	119	103	16	63,3	13,8	54,6
Septembre	188	120	104	16	63,8	13,3	55,3
Octobre	188	114	101	13	60,6	11,2	53,8
Novembre	188	114	100	14	60,5	12,2	53,1
Décembre	189	119	104	15	63,0	12,8	54,9
Moyenne annuelle	188	118	102	16	62,7	13,3	54,4
1985							
Janvier	189	121	105	16	64,3	13,3	55,7
Février	189	123	109	14	65,0	11,2	57,7
Mars	189	125	110	15	66,2	11,9	58,3
Avril	189	125	110	15	65,9	11,9	58,1
Mai	189	128	115	13	67,6	9,8	61,0
Juin	189	129	116	13	68,3	10,1	61,4
Juillet	190	133	119	14	70,2	10,5	62,9
Août	190	130	116	14	68,5	10,6	61,3
Septembre	190	130	116	14	68,5	10,8	61,1
Octobre	190	127	114	13	66,7	10,2	59,9
Novembre	190	128	115	13	67,5	10,2	60,6
Décembre	190	130	117	13	68,5	10,2	61,5
Moyenne annuelle	190	127	114	14	67,3	10,9	60,0

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.18

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985
REGION DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	110	62	50	12	56,3	19,4	45,4
Février	110	62	49	13	56,5	21,4	44,5
Mars	110	64	51	13	58,2	20,2	46,4
Avril	110	62	53	9	56,3	15,1	47,8
Mai	110	62	52	10	56,5	16,2	47,3
Juin	110	64	53	11	58,2	17,0	48,3
Juillet	110	63	54	9	57,4	14,1	49,3
Août	110	59	48	11	53,7	19,0	43,5
Septembre	111	62	46	16	56,5	25,7	41,9
Octobre	111	60	47	13	54,3	22,2	42,3
Novembre	111	65	52	13	58,6	20,6	46,5
Décembre	111	62	52	10	55,8	16,1	46,8
Moyenne annuelle	110	62	51	12	56,5	18,9	45,8
1985							
Janvier	111	62	52	10	55,7	15,4	47,1
Février	111	62	53	9	55,5	14,6	47,4
Mars	111	64	54	9	57,1	14,7	48,7
Avril	111	65	55	10	58,2	15,4	49,2
Mai	112	65	55	9	58,0	14,4	49,7
Juin	112	65	55	10	58,4	15,4	49,4
Juillet	112	67	59	9	60,3	13,1	52,4
Août	112	69	59	10	61,5	14,9	52,3
Septembre	112	64	55	9	57,0	13,5	49,3
Octobre	112	62	54	7	54,8	11,8	48,4
Novembre	112	62	55	8	55,3	12,3	48,5
Décembre	113	64	56	8	57,2	13,1	49,7
Moyenne annuelle	112	64	55	9	57,4	14,1	49,4

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.

TABLEAU A.19

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL, 1984-1985
RÉGION DE LA CÔTE-NORD ET NOUVEAU-QUÉBEC

	Pop. 15 ans et plus ('000)	Pop. active ('000)	Emploi ('000)	Chômage ('000)	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Rapport emploi/ population (%)
1984							
Janvier	90	60	47	12	66,1	20,9	52,3
Février	90	59	50	9	65,1	14,7	55,6
Mars	90	58	47	11	64,9	19,2	52,6
Avril	90	57	47	10	63,6	18,2	52,1
Mai	90	61	51	10	68,0	15,8	57,2
Juin	90	61	51	10	68,0	15,9	57,2
Juillet	90	63	52	12	70,6	18,3	57,7
Août	90	60	51	9	67,0	14,4	57,3
Septembre	90	57	50	7	63,5	12,3	55,6
Octobre	90	58	48	11	64,9	18,1	53,1
Novembre	89	56	43	14	62,7	24,2	47,5
Décembre	89	55	45	10	61,6	18,5	50,2
Moyenne annuelle	90	59	49	10	65,5	17,5	54,0
1985							
Janvier	89	51	44	7	56,7	13,6	49,0
Février	89	53	46	7	59,8	13,5	51,7
Mars	89	53	46	7	59,0	13,4	51,1
Avril	89	52	46	7	59,0	13,0	51,3
Mai	89	55	46	9	61,8	15,5	52,2
Juin	89	57	49	8	64,2	13,9	55,3
Juillet	89	57	51	7	64,6	11,6	57,2
Août	89	55	48	6	61,6	11,3	54,6
Septembre	89	54	48	6	60,9	10,6	54,4
Octobre	89	58	50	8	65,7	14,6	56,2
Novembre	89	61	50	10	68,7	16,9	57,0
Décembre	88	58	49	9	65,2	15,0	55,4
Moyenne annuelle	89	55	48	8	62,2	13,6	53,8

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, CANSIM.